

TITRE 8. — MODIFICATION DE LA LOI DU 17 JUILLET 2001 RELATIVE A L'AUTORISATION POUR LES SERVICES PUBLICS FEDERAUX DE S'ASSOCIER EN VUE DE L'EXECUTION DE TRAVAUX RELATIFS A LA GESTION ET A LA SECURITE DE L'INFORMATION

Art. 113. L'article 2 de la loi du 17 juillet 2001 relative à l'autorisation pour les services publics fédéraux de s'associer en vue de l'exécution de travaux relatifs à la gestion et à la sécurité de l'information, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“Les membres peuvent, le cas échéant, contribuer au fonctionnement de l'association en lui offrant certains services dans leur domaine d'expertise ainsi que la jouissance de locaux et de matériel. Les modalités et l'étendue de cette prise en charge sont consignées dans un Protocole signé par le membre et l'association.”

TITRE 9. — CONDITIONS DE L'OCTROI DE LA GARANTIE DE L'ÉTAT A INFRABEL

Art. 114. L'article 203 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, inséré par l'arrêté royal du 14 juin 2004, est complété par ce qui suit :

“Par dérogation à l'article 12, § 2, alinéa 2, 2°, le Roi peut, pour les emprunts contractés auprès d'une banque multilatérale, déroger à l'arrêté royal n° 517 du 31 mars 1987 instaurant une prime annuelle sur les nouveaux engagements garantis par l'État de certaines institutions du secteur public.”

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Souillac, le 28 décembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

P. VAN TIGCHELT

—
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)

Documents : K55-3607

Compte rendu intégral : 28 décembre 2023.

TITEL 8. — WIJZIGING VAN DE WET VAN 17 JULI 2001 BETREFFENDE DE MACTHIGING VOOR DE FEDERALE OVERHEIDSDIENSTEN OM ZICH TE VERENIGEN MET HET OOG OP DE UITVOERING VAN WERKZAAMHEDEN INZAKE INFORMATIE-BEHEER EN INFORMATIEVEILIGHEID

Art. 113. Artikel 2 van de wet van 17 juli 2001 betreffende de machtiging voor de federale overheidsdiensten om zich te verenigen met het oog op de uitvoering van werkzaamheden inzake informatie-beheer en informatieveiligheid, wordt aangevuld met een lid, luidende:

“In voorkomend geval kunnen de leden bijdragen aan de werking van de vereniging door haar bepaalde diensten binnen hun vakgebied en het gebruik van lokalen en uitrusting aan te bieden. De voorwaarden en de omvang van deze bijdragen worden vastgelegd in een protocol getekend door het lid en de vereniging.”

TITEL 9. — VOORWAARDEN VAN DE TOEKENNING VAN DE STAATSWAARBORG AAN INFRABEL

Art. 114. Artikel 203 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 juni 2004, wordt aangevuld met de volgende bepaling:

“De Koning mag, in afwijking van artikel 12, § 2, tweede lid, 2°, afwijken, voor leningen die bij een multilaterale bank worden aangegaan, van het koninklijk besluit nr. 517 van 31 maart 1987 ter invoering van een jaarlijkse premie op de door de Staat gewaarborgde nieuwe verbintenissen van bepaalde instellingen van de openbare sector.”

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Souillac, 28 december 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

P. VAN TIGCHELT

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)

Stukken : K55-3607

Integraal verslag: 28 december 2023.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2023/48636]

21 DECEMBRE 2023. — Arrêté royal n° 54 relatif au régime de l'entrepôt autre que douanier visé à l'article 39quater du Code de la taxe sur la valeur ajoutée

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le présent arrêté royal a pour but de remplacer l'arrêté royal n° 54, du 25 février 1996, relatif au régime de l'entrepôt autre que douanier visé à l'article 39quater du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (ci-après “le Code” et “l'arrêté royal n° 54”).

Par l'arrêt n° 9/2023 du 19 janvier 2023, la Cour constitutionnelle a dit pour droit que l'article 39quater, § 1^{er}, alinéa 2, du Code, dans sa version alors en vigueur, viole les articles 10, 11, 170, § 1^{er}, et 172, alinéa 2, de la Constitution.

L'article 39quater, § 1^{er}, alinéa 2, du Code prévoyait que le Roi fixe les limites et les conditions d'application de l'exemption relative aux opérations relatives à des biens mis sous le régime de l'entrepôt autre que douanier et qu'il peut, à cet effet, déroger aux articles 16, § 1^{er}, 17, 22, § 1^{er}, 22bis, 24 et 25sexies du Code. C'est sur la base de cette habilitation qu'a été adopté l'arrêté royal n° 54, du 25 février 1996,

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2023/48636]

21 DECEMBER 2023. — Koninklijk besluit nr. 54 met betrekking tot de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot bedoeld in artikel 39quater van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit koninklijk besluit vervangt het koninklijk besluit nr. 54 van 25 februari 1996 met betrekking tot de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot bedoeld in artikel 39quater van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde (hierna “het Wetboek” en “koninklijk besluit nr. 54”).

Het Grondwettelijk Hof heeft in het arrest nr. 9/2023 van 19 januari 2023 voor recht verklaard dat artikel 39quater, § 1, tweede lid, van het Wetboek, in de toen van kracht zijnde versie, de artikelen 10, 11, 170, § 1, en 172, tweede lid, van de Grondwet schendt.

Artikel 39quater, § 1, tweede lid, van het Wetboek voorzagt dat de Koning de beperkingen en voorwaarden vaststelt voor de toepassing van de vrijstelling met betrekking tot handelingen inzake goederen die onder de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot zijn geplaatst en dat Hij daartoe kan afwijken van de artikelen 16, § 1, 17, 22, § 1, 22bis, 24 en 25sexies van het Wetboek. Op grond van die machtiging

relatif au régime de l'entrepôt autre que douanier visé à l'article 39^{quater} du Code (*Moniteur belge* du 5 mars 1996). Ce régime est appelé également régime de "l'entrepôt T.V.A."

Dans son arrêt précité, la Cour constitutionnelle a estimé qu'une telle habilitation particulièrement large contrevient au principe constitutionnel de légalité en matière fiscale qui veut qu'il revient au Législateur seul de fixer les éléments essentiels de l'impôt que constituent la désignation des contribuables ou assujettis, la matière imposable, la base d'imposition, le taux d'imposition et les éventuelles exonérations d'impôt.

Eu égard aux lacunes soulevées par la Cour constitutionnelle quant à la base légale qui fondait l'arrêté royal n° 54, il convient dès lors de renforcer la base juridique sur laquelle est fondé le régime de l'entrepôt autre que douanier.

La loi du 23 novembre 2023 portant des dispositions diverses en matière de taxe sur la valeur ajoutée et des règles particulières de recouvrement du Code des impôts sur les revenus 1992 (*Moniteur belge* du 1^{er} décembre 2023, p. 111953) a en conséquence remplacé l'article 39^{quater} du Code afin notamment de renforcer juridiquement l'habilitation donnée au Roi de déterminer les limitations et conditions d'application de ce régime de l'entrepôt autre que douanier.

Se basant sur l'arrêt n° 9/2023 précité de la Cour constitutionnelle, le Conseil d'État a en effet considéré dans son avis 73.708/3 du 17 juillet 2023 sur la loi susmentionnée que l'ensemble des éléments essentiels de la taxe et, in casu, de ce régime d'exemption, doivent être repris dans le Code, en l'espèce à l'article 39^{quater} du Code.

L'arrêté royal n° 54, du 25 février 1996, ne contient qu'un nombre limité de dispositions relatives à la définition des entrepôts autre que douaniers, aux biens qui peuvent être placés sous ce régime d'exemption, aux opérations qui peuvent bénéficier de cette exemption, au fonctionnement général de ce régime et à certaines sanctions applicables en cas de non-respect des conditions d'application de ce régime. En réalité, ce régime est régi essentiellement au travers de la circulaire AFER n° 14/2003 (E.T. 98.973) du 19 mai 2003 relative au régime de l'entrepôt autre que douanier, ci-après : "circulaire 14/2003".

Néanmoins, eu égard aux lacunes soulevées par la Cour constitutionnelle quant à la base légale actuelle qui fonde l'arrêté royal n° 54 et compte tenu de l'avis 73.708/3 précité du Conseil d'État, l'arrêté royal n° 54 du 25 février 1996 est remplacé conformément à l'habilitation resserrée prévue par la loi du 23 novembre 2023 susmentionnée.

L'objet du présent projet d'arrêté royal sera dès lors de rapatrier l'ensemble de ces dispositions prévues dans la circulaire 14/2003 afin d'en renforcer le caractère impératif et d'assurer une plus grande sécurité juridique dans le chef des personnes qui se prévalent de ce régime.

Compte tenu de l'avis 73.708/3 précité du Conseil d'État, certaines de ces dispositions sont directement reprises à l'article 39^{quater}, nouveau, du Code. Le présent projet d'arrêté royal n° 54 ne prévoit dès lors que les modalités d'application de ce régime et non des éléments essentiels de l'impôt. Il a pour but de fixer les modalités de paiement de la taxe en cas de régularisation de cette exemption, la procédure de demande et de délivrance de l'autorisation d'entrepôt T.V.A., les obligations dans le chef des personnes qui se prévalent de ce régime d'exemption et les sanctions en cas d'infractions à ce régime (voir en ce sens l'habilitation au Roi prévue à l'article 39^{quater}, § 7, nouveau, du Code).

Enfin, l'annexe de l'arrêté royal n° 54, du 25 février 1996, n'est plus incluse dans ce projet d'arrêté royal n° 54, nouveau. Les biens éligibles à ce régime d'exemption, autres que ceux importés en Belgique et précédemment repris dans l'annexe susmentionnée, sont désormais repris à l'article 39^{quater}, § 3, alinéa 2, nouveau, du Code.

Le présent projet a fait l'objet de l'avis n° 75.028/3 de la section de législation du Conseil d'État du 12 décembre 2023. Il a été tenu compte des remarques formulées dans cet avis.

Le présent projet a également fait l'objet de la décision de l'Autorité de protection des données (référence : CO/A/2023/557 cm) du 18 décembre 2023, renvoyant à l'avis standard n° 65/2023 du 24 mars 2023 relatif à la rédaction des textes normatifs. Il a été pris acte de l'absence de remarques spécifiques concernant le projet ainsi que des lignes directrices générales énoncées dans l'avis, qui ne donnent lieu à aucune modification du projet.

werd het koninklijk besluit nr. 54 van 25 februari 1996 met betrekking tot de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot bedoeld in artikel 39^{quater} van het Wetboek (*Belgisch Staatsblad* van 5 maart 1996) aangenomen. Die regeling wordt eveneens "btw-entrepot" genoemd.

In het voormelde arrest heeft het Grondwettelijk Hof aangegeven dat een dergelijke bijzonder ruime machtiging op gespannen voet staat met het grondwettelijk legaliteitsbeginsel inzake belastingen op grond waarvan het alleen de Wetgever toekomt om de essentiële elementen van de belasting vast te leggen, namelijk de aanduiding van de belastingplichtigen, de belastbare materie, de heffingsgrondslag (maatstaf van heffing), de aanslagvoet (tarief) en de eventuele belastingvrijstellingen.

Gelet op de door het Grondwettelijk Hof vastgestelde tekortkomingen met betrekking tot de wettelijke basis van het koninklijk besluit nr. 54, is het derhalve aangewezen de rechtsgrondslag van de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot, te versterken.

De wet van 23 november 2023 houdende diverse bepalingen inzake belasting over de toegevoegde waarde en houdende bijzondere invorderingsregels van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (*Belgisch Staatsblad* van 1 december 2023, blz. 111953) heeft bijgevolg artikel 39^{quater} van het Wetboek vervangen om met name de machtiging aan de Koning om de beperkingen en toepassingsvoorwaarden van deze andere regeling van entrepot dan douane-entrepot juridisch robuuster te maken.

Zich baserend op voornoemd arrest nr. 9/2023 van het Grondwettelijk Hof, heeft de Raad van State in haar advies 73.708/3 van 17 juli 2023 over voornoemde wet immers geoordeeld dat alle essentiële elementen van de belasting en, in casu, van dit vrijstellingsregime, in het Wetboek moeten worden opgenomen, in dit geval in artikel 39^{quater} van het Wetboek.

Het koninklijk besluit nr. 54 van 25 februari 1996 bevat slechts een beperkt aantal bepalingen met betrekking tot de definitie van andere entrepots dan douane-entrepots, de goederen die onder deze vrijstellingsregeling kunnen worden geplaatst, de handelingen die voor deze vrijstelling in aanmerking komen, de algemene werking van deze regeling en bepaalde sancties die van toepassing zijn bij niet-naleving van de voorwaarden voor de toepassing van deze regeling. In feite wordt dit systeem voornamelijk geregeld door de AOIF circulaire 14/2003 (E.T. 98.973) van 19 mei 2003 betreffende de regeling van entrepots andere dan douane-entrepots, hierna: "circulaire 14/2003".

Gelet op de door het Grondwettelijk Hof vastgestelde lacunes in de rechtsgrondslag waarop het koninklijk besluit nr. 54 thans is gebaseerd en rekening houdend met voornoemd advies 73.708/3 van de Raad van State, wordt het koninklijk besluit nr. 54 van 25 februari 1996 vervangen overeenkomstig de in de voornoemde wet van 23 november 2023 voorziene striktere machtiging.

Het doel van dit ontwerp van koninklijk besluit zal er dan ook in bestaan om alle bepalingen uit de circulaire 14/2003 over te zetten om het dwingende karakter ervan te versterken en meer rechtszekerheid te bieden aan diegenen die een beroep doen op deze regeling.

Gelet op voornoemd advies 73.708/3 van de Raad van State worden sommige van deze bepalingen rechtstreeks opgenomen in artikel 39^{quater}, nieuw, van het Wetboek. Dit ontwerp van koninklijk besluit nr. 54 voorziet derhalve slechts in de nadere regels met betrekking tot de toepassing van deze regeling en niet in de essentiële elementen van de belasting. Het heeft tot doel de wijze van betaling van belasting bij regularisatie van deze vrijstelling, de procedure voor het aanvragen en uitreiken van de vergunning btw-entrepot, de verplichtingen van de personen die gebruik maken van dit vrijstellingsregime en de sancties in geval van inbreuken op dit regime vast te leggen (zie in die zin de machtiging aan de Koning voorzien in artikel 39^{quater}, § 7, nieuw, van het Wetboek).

Tot slot wordt de bijlage bij het koninklijk besluit nr. 54 van 25 februari 1996 niet meer opgenomen in dit ontwerp van koninklijk besluit nr. 54, nieuw. De voor die vrijstellingsregeling in aanmerking komende goederen, andere dan degene die in België worden ingevoerd en die voorheen waren opgenomen in voormelde bijlage, zijn voortaan opgenomen in artikel 39^{quater}, § 3, tweede lid, nieuw, van het Wetboek.

Dit ontwerp heeft het voorwerp uitgemaakt van het advies 75.028/3 van de afdeling Wetgeving van de Raad van State van 12 december 2023. Er werd rekening gehouden met de opmerkingen gemaakt in dit advies.

Dit ontwerp heeft ook het voorwerp uitgemaakt van de beslissing van de Gegevensbeschermingsautoriteit (referentie: CO/A/2023/557 cm) van 18 december 2023, waarin wordt verwezen naar het standaardadvies nr. 65/2023 van 24 maart 2023 betreffende de redactie van normatieve teksten. Er werd akte genomen van de afwezigheid van specifieke opmerkingen met betrekking tot het ontwerp alsook van de in het advies uiteengezette algemene richtlijnen, die geen aanleiding geven tot enige wijziging van het ontwerp.

Commentaire des articles

Article 1^{er}

L'article 1^{er} du présent arrêté précise que l'exemption relative au régime de l'entrepôt T.V.A., visée à l'article 39^{quater}, § 1^{er}, du Code, est soumise aux modalités d'application de cette exemption visées aux articles 2 à 6 du présent arrêté.

Article 2 : exigibilité et paiement de la taxe

L'article 2, alinéa 1^{er}, du présent arrêté fixe le moment de l'exigibilité de la taxe due et le taux applicable aux opérations visées à l'article 39^{quater}, § 5, alinéa 3, du Code (qui entraînent la sortie du régime de l'entrepôt T.V.A.). La taxe due devient exigible au moment de la sortie du régime de l'entrepôt T.V.A., au taux qui aurait été applicable à chacune des opérations en cause si elles n'avaient pas été exemptées provisoirement.

L'article 2, alinéa 2, du présent projet, quant à lui, indique la manière dont la taxe due doit être acquittée par la personne qui sort les biens du régime de l'entrepôt T.V.A., selon que l'opération à régulariser est une importation de biens ou tout autre opération.

Lorsque l'opération à régulariser est une importation de biens, le redevable doit présenter à la douane, au plus tard le jeudi de la semaine qui suit celle au cours de laquelle les biens sont sortis de l'entrepôt T.V.A., une déclaration d'importation rectificative CO portant la mention "REGULARISATION TOTALE/PARTIELLE - IM/EU/COM n° - du - ENTREPÔT T.V.A. n°.....". Dans cette hypothèse, la taxe à régulariser est payée à la douane selon les règles habituelles en la matière ou, si le redevable est titulaire d'une autorisation de report de paiement de la taxe due à l'importation visée par l'article 5, § 3, de l'arrêté royal n° 7, du 29 décembre 1992, relatif aux importations de biens pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée (autorisation E.T. 14.000), par l'inscription de la taxe due en grille 57 de la déclaration périodique à la T.V.A. relative aux opérations de la période durant laquelle la taxe est devenue exigible.

Lorsque l'opération à régulariser est une opération autre qu'une importation de biens, cette régularisation s'opère par l'inscription de la taxe due en grille 61 de la déclaration périodique à la T.V.A., relative aux opérations de la période durant laquelle la taxe est devenue exigible.

Aucun autre moyen d'acquitter cette taxe n'est envisageable dans la mesure où, comme indiqué précédemment, ce régime n'est applicable qu'aux opérations réalisées par des assujettis soumis au régime normal de T.V.A..

Article 3 : autorisation d'entreposeur

L'exemption des opérations visées à l'article 39^{quater}, § 1^{er}, du Code n'est accordée qu'à la condition que l'entreposeur puisse invoquer une autorisation délivrée par l'administration compétente.

L'article 3 du présent arrêté fixe le champ d'application et les modalités de délivrance des autorisations accordées par l'administration en charge de la taxe sur la valeur ajoutée dans le cadre des opérations pouvant bénéficier du régime de l'entrepôt T.V.A..

Une autorisation est requise pour :

- le placement des biens sous le régime de l'entrepôt T.V.A. (voir paragraphe 2 de l'article 3) ;
- l'exécution de services rendus à des biens avant qu'ils soient placés sous le régime de l'entrepôt T.V.A. (voir paragraphe 3 de l'article 3).

L'article 3, § 2, alinéa 2, du présent arrêté prévoit que cette autorisation est accordée pour une durée indéterminée, sauf si une clause du titre d'autorisation en dispose autrement.

L'article 3, § 4, du présent arrêté précise qu'en ce qui concerne les biens réputés être sous le régime de l'entrepôt T.V.A. conformément à l'article 39^{quater}, § 4, du Code, l'autorisation d'entrepôt fiscal délivrée par l'Administration générale des Douanes et Accises à l'entrepositaire agréé vaut autorisation d'entrepôt T.V.A. au sens des paragraphes 2 et 3 de l'article 3 du présent arrêté.

Toelichting bij de artikelen

Artikel 1

Artikel 1 van dit besluit preciseert dat de in artikel 39^{quater}, § 1, van het Wetboek bedoelde vrijstelling met betrekking tot de regeling btw-entrepot onderworpen is aan de in de artikelen 2 tot en met 6 van dit besluit bepaalde nadere regels met betrekking tot de toepassing van deze vrijstelling.

Artikel 2: opeisbaarheid en betaling van de belasting

Artikel 2, eerste lid, van dit besluit bepaalt het tijdstip van opeisbaarheid van de verschuldigde belasting en het tarief dat van toepassing is op de in artikel 39^{quater}, § 5, derde lid, van het Wetboek bedoelde handelingen (die leiden tot de onttrekking aan de regeling btw-entrepot). De belasting wordt opeisbaar op het tijdstip dat de goederen aan de regeling btw-entrepot worden onttrokken, tegen het tarief dat van toepassing zou zijn geweest op elk van die handelingen indien zij niet voorlopig waren vrijgesteld.

In artikel 2, tweede lid, van dit ontwerp wordt gespecificeerd hoe de verschuldigde belasting moet worden betaald door degene die de goederen aan de regeling btw-entrepot onttrekt, al naargelang de te regulariseren handeling betrekking heeft op een invoer van goederen, dan wel op een andere handeling.

Wanneer de te regulariseren handeling een invoer van goederen is, moet de schuldenaar uiterlijk de donderdag van de week die volgt op die waarin de goederen aan de regeling btw-entrepot werden onttrokken, bij de douane een verbeterende invoeraangifte CO voorleggen met de vermelding "GEHELE/GEDEELTELIJKE REGULARISATIE - IM/EU/COM nr. - van - btw-ENTREPOT nr.....". In dat geval wordt de te regulariseren btw aan de douane betaald volgens de gebruikelijke regels ter zake, dan wel, wanneer de schuldenaar houder is van de in artikel 5, § 3, van koninklijk besluit nr. 7 van 29 december 1992 met betrekking tot de invoer van goederen voor de toepassing van de belasting over de toegevoegde waarde bedoelde vergunning (vergunning E.T. 14.000) voor de verlegging van de betaling van de bij invoer verschuldigde belasting, door de verschuldigde belasting op te nemen in rooster 57 van de periodieke btw-aangifte voor de handelingen met betrekking tot het tijdvak waarin de btw opeisbaar is geworden.

Wanneer de te regulariseren handeling een andere handeling is dan een invoer van goederen, gebeurt die regularisatie door de verschuldigde belasting op te nemen in rooster 61 van de periodieke btw-aangifte voor de handelingen met betrekking tot het tijdvak waarin de belasting opeisbaar is geworden.

Die belasting kan op geen andere wijze worden voldaan, aangezien deze regeling, zoals hierboven vermeld, alleen van toepassing is op handelingen die worden verricht door belastingplichtigen die onder de normale btw-regeling vallen.

Artikel 3: vergunning entrepouhouder

De in artikel 39^{quater}, § 1, van het Wetboek bedoelde handelingen kunnen slechts worden vrijgesteld op voorwaarde dat de entrepouhouder zich kan beroepen op een door de bevoegde administratie uitgereikte vergunning.

Artikel 3 van dit besluit bepaalt het toepassingsgebied en de modaliteiten voor de uitreiking van de vergunningen die door de administratie belast met de belasting over de toegevoegde waarde worden verleend in het kader van handelingen die de regeling btw-entrepot kunnen genieten.

Een vergunning is vereist voor:

- de plaatsing van goederen onder de regeling btw-entrepot (zie paragraaf 2 van artikel 3);
- het verrichten van diensten aan goederen vooraleer ze daadwerkelijk onder de regeling btw-entrepot worden geplaatst (zie paragraaf 3 van artikel 3).

Artikel 3, § 2, tweede lid, van dit besluit bepaalt dat de vergunning voor onbepaalde tijd wordt verleend, behoudens andersluidend beding in de titel van de vergunning.

Artikel 3, § 4, van dit besluit bepaalt dat voor goederen die overeenkomstig artikel 39^{quater}, § 4, van het Wetboek geacht worden zich onder de regeling btw-entrepot te bevinden, de vergunning inzake belastingentrepot uitgereikt door de Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen aan de erkende entrepouhouder geldt als vergunning inzake btw-entrepot in de zin van de paragrafen 2 en 3 van artikel 3 van dit besluit.

Contrairement à ce que prévoit la circulaire 14/2003, il n'est plus question dans le présent projet d'une quelconque autorisation générale ni d'autorisations particulières dans le cadre du présent régime d'exemption.

En réalité, l'autorisation générale prévue au point 126 de cette circulaire est octroyée automatiquement, sans formalité particulière, lorsque l'assujéti qui réalise certaines opérations pour lesquelles il revendique l'exemption visée à l'article 39^{quater}, § 1^{er}, du Code (des livraisons de biens qui se trouvent sous le régime de l'entrepôt T.V.A., avec maintien de ce régime ou des prestations de services à des biens qui se trouvent dans un entrepôt T.V.A.) remplit les conditions visées par cette disposition et par la circulaire 14/2003. Faire encore référence à une telle autorisation n'a dès lors pas réellement de sens, l'exemption s'appliquant simplement lorsque les conditions liées à celle-ci sont respectées.

L'autorisation doit être demandée par l'entreposeur établi en Belgique (lorsqu'il gère l'entreposage de biens appartenant à des tiers) ou par le propriétaire des biens (lorsqu'il est lui-même l'entreposeur établi en Belgique), par écrit. Cet écrit peut consister en un courrier postal ou un courrier électronique.

Cette demande est adressée à l'Administration générale des Douanes et Accises pour :

- le placement sous le régime de l'entrepôt T.V.A., avant leur mise en libre pratique ou leur mise à la consommation en Belgique, de biens importés en Belgique, autres que des produits soumis à accise et autres que des biens destinés à entrer dans la production ou la transformation de produits soumis à accise ;

- la réalisation de prestations de services relatives à ces biens préalablement à leur placement effectif sous le régime de l'entrepôt T.V.A. ;

- le placement sous le régime de l'entrepôt T.V.A. de produits soumis à accise et de biens destinés à entrer dans la production ou la transformation de produits soumis à accise. Pour ces biens, il n'y a pas lieu de demander une autorisation d'entrepôt T.V.A. distincte. L'autorisation relative à l'entrepôt fiscal délivrée à l'entrepositaire par l'Administration générale des Douanes et Accises vaut dans ce cas (si les conditions de l'article 39^{quater}, § 4, du Code sont respectées) autorisation en matière d'entrepôt T.V.A..

Dans ce cadre, la demande d'autorisation doit notamment mentionner le nom, l'adresse et le numéro belge d'identification à la T.V.A. du demandeur (et, le cas échéant, le numéro global d'identification à la T.V.A. sous lequel il représente des assujettis non-établis en Belgique qui réalisent des opérations dans le cadre du présent régime), la qualité (propriétaire, entreposeur, agence en douane) du demandeur, l'identification de l'entrepôt douanier dans lequel les biens seront entreposés ainsi que l'identification du titulaire de l'autorisation de cet entrepôt douanier, la nature des biens entreposés et la description précise de l'endroit où les biens seront entreposés.

La demande est par contre adressée à l'Administration générale de la Fiscalité pour les autres biens que ceux visés supra. Cela concerne en particulier :

- le placement sous le régime de l'entrepôt T.V.A. de biens originaires du territoire de la Communauté au sens de l'article 1^{er}, §§ 2 à 5, du Code et de biens importés sur le territoire d'un autre État membre et qui y sont mis en libre pratique ou à la consommation, ou importés en Belgique et qui ne sont placés sous le régime de l'entrepôt T.V.A. qu'après avoir été mis en libre pratique ou à la consommation ;

- la réalisation de prestations de services relatives à ces biens, préalablement à leur placement sous le régime de l'entrepôt T.V.A..

Sont dès lors visés par cette seconde catégorie de biens, les biens produits sur le territoire de la Communauté (en Belgique ou dans un autre État membre) et les biens importés sur le territoire de la Communauté mais mis en libre pratique ou mis à la consommation en Belgique ou dans un autre État membre, sans qu'ils ne soient placés sous le régime de l'entrepôt T.V.A. au moment de l'importation.

Ceci correspond aux biens dits "de provenance communautaire" au sens du point 50, alinéa 2, de la circulaire n° 14/2003. Cette définition était cependant incomplète dans la mesure où elle n'envisageait pas l'hypothèse de biens importés et mis en libre pratique en Belgique, sans qu'ils ne soient placés à ce moment sous le régime de l'entrepôt T.V.A., puis placés ultérieurement (après l'importation) sous le régime de

En tegenstelling tot wat wordt voorzien in circulaire 14/2003 maakt dit ontwerp trouwens geen gewag meer van een algemene vergunning of bijzondere vergunningen in het kader van deze vrijstellingsregeling.

De in punt 126 van deze circulaire bedoelde algemene vergunning wordt immers automatisch, zonder enige bijzondere vormvereiste, verleend wanneer de belastingplichtige die bepaalde handelingen verricht waarvoor hij aanspraak maakt op de in artikel 39^{quater}, § 1, van het Wetboek bedoelde vrijstelling (leveringen van goederen die zich onder de regeling btw-entrepot bevinden met handhaving van die regeling, of diensten aan goederen die zich in een btw-entrepot bevinden) voldoet aan de voorwaarden die zijn opgenomen in die bepaling en in circulaire 14/2003. Het is derhalve niet echt zinvol om de verwijzing naar een dergelijke vergunning te behouden, aangezien de vrijstelling eenvoudigweg van toepassing is wanneer aan de voorwaarden voor die vrijstelling is voldaan.

De vergunning moet schriftelijk worden aangevraagd door de in België gevestigde entrepothouder (wanneer hij de opslag van goederen van derden beheert) of door de eigenaar van de goederen (wanneer hijzelf de in België gevestigde entrepothouder is). Dit kan gebeuren in de vorm van een brief of een e-mail.

Die aanvraag wordt gericht aan de Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen voor:

- de plaatsing onder de regeling btw-entrepot, voordat zij in het vrije verkeer zijn gebracht of ten verbruik werden aangegeven, van in België ingevoerde goederen, andere dan accijnsproducten en andere dan goederen die bestemd zijn voor de productie of de verwerking van accijnsproducten;

- de verrichting van diensten met betrekking tot die goederen vóór hun effectieve plaatsing onder de regeling btw-entrepot;

- de plaatsing onder de regeling btw-entrepot van accijnsproducten en goederen die bestemd zijn voor de productie of de verwerking van accijnsproducten. Voor die goederen is geen afzonderlijke vergunning btw-entrepot vereist. De aan de entrepothouder door de Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen uitgereikte vergunning voor een belastingentrepot geldt in dit geval (als aan de voorwaarden van artikel 39^{quater}, § 4, van het Wetboek is voldaan) ook als vergunning voor een btw-entrepot.

In dit verband moet de aanvraag van een vergunning inzonderheid de volgende gegevens vermelden: de naam, het adres en het Belgische btw-identificatienummer van de aanvrager (en, in voorkomend geval, het globale btw-identificatienummer waaronder hij niet in België gevestigde belastingplichtigen vertegenwoordigt die handelingen verrichten in het kader van deze btw-regeling), de hoedanigheid (eigenaar, entrepothouder, douane-expediteur) van de aanvrager, de identificatie van het douane-entrepot waar de goederen zullen worden opgeslagen, alsook de identiteit van de houder van de vergunning van dit douane-entrepot, de aard van de opgeslagen goederen en de nauwkeurige omschrijving van de plaats waar de goederen zullen worden opgeslagen.

De aanvraag wordt daarentegen gericht aan de Algemene Administratie van de Fiscaliteit voor de andere dan de hiervoor bedoelde goederen. Dat geldt in het bijzonder voor:

- de plaatsing onder de regeling btw-entrepot van goederen van oorsprong uit het grondgebied van de Gemeenschap in de zin van artikel 1, §§ 2 tot en met 5, van het Wetboek en van goederen die op het grondgebied van een andere lidstaat werden ingevoerd en daar in het vrije verkeer werden gebracht of ten verbruik werden aangegeven dan wel die in België werden ingevoerd en die slechts onder de regeling btw-entrepot worden geplaatst nadat ze in het vrije verkeer werden gebracht of ter verbruik werden aangegeven;

- de verrichting van diensten met betrekking tot die goederen vóór hun effectieve plaatsing onder de regeling btw-entrepot.

Worden bijgevolg bedoeld door deze tweede categorie van goederen, de op het grondgebied van de Gemeenschap geproduceerde goederen (in België of in een andere lidstaat) en de goederen die in de Gemeenschap zijn ingevoerd maar in België of in een andere lidstaat in het vrije verkeer zijn gebracht of ten verbruik zijn aangegeven, zonder dat ze op het tijdstip van de invoer in België onder de regeling btw-entrepot werden geplaatst.

Dit komt overeen met de goederen die werden aangeduid als van "communautaire oorsprong" in punt 50, tweede lid, van de circulaire nr. 14/2003. Deze definitie was evenwel onvolledig omdat zij niet verwees naar het geval van goederen die in België worden ingevoerd en in het vrije verkeer worden gebracht zonder dat zij op dat tijdstip onder de regeling btw-entrepot worden geplaatst, en pas op een later

l'entrepôt T.V.A.. Dans ce cas, il s'agit également de biens d'origine communautaire (et non de "biens importés en Belgique" aux fins du régime de l'entrepôt T.V.A.). Pour de tels biens, l'autorisation relative au placement sous le régime de l'entrepôt T.V.A. doit également être adressée à l'Administration générale de la Fiscalité. Du reste, le point 50, alinéa 2, de la circulaire n° 14/2003 a toujours été compris en ce sens par les bénéficiaires de ce régime.

Dans ce cadre, la demande d'autorisation doit notamment mentionner le nom, l'adresse et le numéro belge d'identification à la T.V.A. du demandeur, la qualité (acquéreur, cessionnaire, propriétaire des biens ou entreposeur) du demandeur, la nature des biens entreposés, le code NC des biens entreposés et la description précise de l'endroit où les biens seront entreposés.

Lorsque les biens ne sont pas placés immédiatement dans un entrepôt T.V.A. parce qu'ils doivent subir, préalablement à leur placement, des prestations de services en exemption de la taxe sur la base de l'article 39quater, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, du Code, l'article 3, § 3, alinéa 1^{er}, du présent arrêté prévoit qu'une demande d'autorisation (laquelle peut être couplée à l'autorisation relative au placement des biens concernés dans l'entrepôt T.V.A. – voir article 3, § 3, alinéa 3, du présent arrêté) doit être introduite par l'entreposeur selon les mêmes modalités. Elle doit contenir différentes mentions comme le numéro de l'autorisation d'entrepôt T.V.A. dans lequel les biens seront placés après les prestations de services, la description précise de l'endroit où ils seront entreposés, la description des services, l'identité du prestataire de services, la durée des services et la date prévue de leur achèvement et le code NC de ces biens dans l'état où ils se trouveront après l'exécution des prestations de services.

Conformément à l'article 3, § 3, alinéa 2, du présent arrêté, cette autorisation est valable pour la durée des prestations de services effectuées. Selon la nature des prestations de services (uniques, récurrentes ou à caractère continu) et en fonction des dispositions contractuelles relatives à la fourniture de ces services, cette autorisation aura dès lors une durée déterminée dans le temps ou indéterminée.

Article 4 : documents particuliers que le propriétaire des biens doit établir

L'article 4, alinéa 1^{er}, du présent arrêté précise que dans les circonstances visées à l'article 39quater, § 5, alinéa 3, du Code ou lorsque les biens sont exportés par le propriétaire en dehors de toute transaction commerciale, ce dernier doit établir un document particulier. Ce document particulier doit contenir plusieurs mentions obligatoires relatives à l'identification du propriétaire des biens et du titulaire de l'autorisation d'entrepôt T.V.A., au numéro de cette autorisation, au numéro de l'autorisation de l'éventuel entrepôt T.V.A. vers lequel les biens sont transférés et à la nature, la quantité et la valeur des biens concernés.

L'article 4, alinéa 2, du présent arrêté dispose que le propriétaire des biens doit également établir un document particulier lorsque les biens sont placés sous le régime de l'entrepôt T.V.A., indépendamment de toute transaction commerciale. Ce document particulier doit contenir un certain nombre de mentions obligatoires relatives à l'identification du propriétaire des biens et du titulaire de l'autorisation d'entrepôt T.V.A., au numéro de cette autorisation ainsi qu'à la nature, la quantité et la valeur des biens concernés.

Articles 5 et 6 : obligations particulières du titulaire de l'autorisation, des fournisseurs et prestataires de services et du redevable de la taxe

Conformément aux enseignements du Conseil d'État, l'ensemble des obligations du titulaire de l'autorisation visée à l'article 3 du présent arrêté (l'entreposeur qui, le cas échéant, peut être le propriétaire des biens) ainsi que des autres assujettis qui réalisent des opérations sous le régime de l'entrepôt T.V.A. sont reprises à l'article 5 du présent arrêté.

Sont ici visés les informations et les pièces comptables qui doivent permettre aux différentes parties concernées d'appliquer correctement l'exemption visée à l'article 39quater, § 1^{er}, du Code (article 5, §§ 1^{er} et 2, du présent arrêté) ainsi que leurs obligations en matière de facturation (article 5, § 3, du présent arrêté). Cela concerne :

- les personnes, redevables de la taxe, qui doivent soit justifier l'exemption provisoire qu'elles revendiquent et démontrer que cette exemption provisoire est devenue définitive, soit régulariser la taxe due ;

tijdstip (na de invoer) onder de regeling btw-entrepot worden geplaatst. In dat geval betreft het eveneens goederen van communautaire oorsprong (en niet "in België ingevoerde goederen" voor de toepassing van de regeling btw-entrepot). Voor dergelijke goederen moet de vergunningsaanvraag voor de plaatsing onder de regeling btw-entrepot eveneens aan de Algemene Administratie van de Fiscaliteit worden gericht. Punt 50, tweede lid, van de circulaire nr. 14/2003 werd door de begunstigen van die regeling trouwens altijd al in die zin begrepen.

In dit verband moet de aanvraag van de vergunning inzonderheid de volgende gegevens vermelden: de naam, het adres en het Belgische btw-identificatienummer van de aanvrager, de hoedanigheid (verkrijger, overnemer, eigenaar van de goederen of entrepouder) van de aanvrager, de aard van de opgeslagen goederen, de GN-code van de opgeslagen goederen en de nauwkeurige omschrijving van de plaats waar de goederen zullen worden opgeslagen.

Artikel 3, § 3, eerste lid, van dit besluit voorziet dat een aanvraag van een vergunning (eventueel gekoppeld aan de vergunning met betrekking tot de plaatsing van de betrokken goederen in het btw-entrepot- artikel 3, § 3, derde lid, van dit besluit) door de entrepouder volgens dezelfde modaliteiten moet worden ingediend wanneer de goederen niet onmiddellijk in een btw-entrepot worden geplaatst omdat ze, vóór de plaatsing, diensten moeten ondergaan die op grond van artikel 39quater, § 1, eerste lid, 3^o, van het Wetboek van de belasting zijn vrijgesteld. De aanvraag moet verschillende gegevens bevatten zoals het nummer van de vergunning btw-entrepot waarin de goederen na de diensten zullen worden opgeslagen, de nauwkeurige omschrijving van de plaats waar de goederen zullen worden opgeslagen, de omschrijving van de diensten, de identiteit van de dienstverrichter, de duur en de voorziene einddatum van de diensten en de GN-code van die goederen in de staat waarin ze zich na de uitvoering van de diensten zullen bevinden.

Overeenkomstig artikel 3, § 3, tweede lid, van dit besluit is die vergunning geldig voor de duur van de verrichte diensten. Al naargelang de aard van de verrichte diensten (eenmalig, recurrent of doorlopend) en de contractuele bepalingen met betrekking tot het verrichten van die diensten, zal die vergunning gelden voor bepaalde of onbepaalde duur.

Artikel 4: bijzondere documenten op te stellen door de eigenaar van de goederen

Artikel 4, eerste lid, van dit besluit bepaalt dat in de in artikel 39quater, § 5, derde lid, van het Wetboek bedoelde omstandigheden of wanneer de goederen door de eigenaar worden uitgevoerd los van enige handelstransactie, die laatste een bijzonder document moet opstellen. Dit bijzondere document moet een aantal verplichte gegevens bevatten betreffende de identificatie van de eigenaar van de goederen en de houder van de vergunning btw-entrepot, het nummer van die vergunning, het nummer van de vergunning van het btw-entrepot waarnaar de goederen desgevallend worden overgebracht en betreffende de aard, de hoeveelheid en de waarde van de betrokken goederen.

Artikel 4, tweede lid, van dit besluit bepaalt dat de eigenaar van de goederen eveneens een bijzonder document moet opstellen wanneer de goederen worden geplaatst onder de regeling btw-entrepot, los van enige handelstransactie. Dit bijzondere document moet een aantal verplichte gegevens bevatten betreffende de identificatie van de eigenaar van de goederen en de houder van de vergunning btw-entrepot, het nummer van die vergunning en betreffende de aard, de hoeveelheid en de waarde van de betrokken goederen.

Artikelen 5 en 6: bijzondere verplichtingen van de vergunninghouder, de leveranciers en dienstverrichters en de schuldenaar van de belasting

Overeenkomstig de richtlijnen van de Raad van State ter zake, zijn de verplichtingen van de houder van de in artikel 3 van dit besluit bedoelde vergunning (de entrepouder, die desgevallend eveneens eigenaar van de goederen kan zijn), evenals van andere belastingplichtigen die handelingen onder de regeling btw-entrepot verrichten, opgenomen in artikel 5 van dit besluit.

Worden bedoeld de verschillende inlichtingen en boekhoudstukken die de betrokken partijen moeten toelaten de in artikel 39quater, § 1, van het Wetboek bedoelde vrijstelling correct toe te passen (artikel 5, §§ 1 en 2, van dit besluit) alsook hun verplichtingen inzake facturatie (artikel 5, § 3, van dit besluit). Het betreft:

- de schuldenaars van de belasting die de voorlopige vrijstelling die ze inroepen ofwel moeten rechtvaardigen en aantonen dat die voorlopige vrijstelling definitief is geworden, ofwel de verschuldigde belasting moeten regulariseren;

- le vendeur ou le prestataire de services qui effectue une opération visée à l'article 39^{quater}, § 1^{er}, du Code qui n'est pas redevable de la taxe exigible sur cette opération mais qui doit pouvoir justifier le transfert de la redevabilité de la taxe sur son cocontractant ;

- l'entreposeur des biens sous le régime de l'entrepôt T.V.A. qui est solidairement tenu au paiement de la taxe envers l'État avec la personne qui en est redevable en vertu de l'article 51^{bis}, § 3, du Code.

Ces obligations doivent permettre à l'administration de contrôler la correcte application de ce régime. Les biens qui sont placés sous ce régime doivent donc pouvoir être suivis fiscalement, notamment quant à leur sortie du régime, à leur destination ou aux manquements éventuels.

L'article 5, § 1^{er}, du présent arrêté liste les obligations qui reposent sur le titulaire de l'autorisation visée à l'article 3 du présent arrêté, lesquelles concernent :

- l'obligation du titulaire de l'autorisation de connaître l'identité de la personne qui place des biens sous le régime de l'entrepôt T.V.A. et la personne qui sort des biens de ce régime (ce qui implique la communication par cette personne de son numéro d'identification à la T.V.A. classique ou de son numéro global d'identification à la T.V.A. au titulaire de l'autorisation) ;

- l'établissement d'un document de placement au moment où les biens sont déposés dans l'entrepôt T.V.A., la remise de ce document à la personne qui place les biens sous le régime de l'entrepôt T.V.A. et la conservation du double de ce document (lequel est joint au double des factures et autres documents qui doivent être établis à l'occasion de l'opération menant au placement des biens sous le régime de l'entrepôt T.V.A.) ;

- la conservation, par lieu d'entreposage, d'un registre de ces documents de placement ;

- l'établissement d'un document de sortie au moment où les biens sont retirés de l'entrepôt T.V.A., la remise de ce document à la personne qui sort les biens du régime de l'entrepôt T.V.A. et la conservation du double de ce document ;

- la conservation, par lieu d'entreposage, d'un registre de ces documents de sortie ;

- la conservation des doubles des factures et autres documents qui doivent être établis à l'occasion de l'opération menant au placement des biens sous le régime de l'entrepôt T.V.A. (points *a* à *e*), de l'article 5, § 1^{er}, 6°, du présent arrêté) ou à la sortie des biens du régime (points *f* à *h*), de l'article 5, § 1^{er}, 6°, du présent arrêté) ;

- l'établissement et la conservation de fiches de stocks permettant, avec les deux registres précités, une gestion efficace des stocks ;

S'agissant plus spécifiquement des documents de placement et de sortie, l'exigence présente dans la circulaire 14/2003 que ces documents soient signés par le titulaire de l'autorisation est abandonnée. Cette exigence est dépassée eu égard d'une part, à la digitalisation croissante de l'établissement de ces documents et d'autre part, au fait qu'une telle exigence n'apparaît nulle part ailleurs dans la réglementation T.V.A. concernant des documents similaires (voir par exemple en ce qui concerne les factures).

L'article 5, § 2, du présent arrêté indique les mentions que doivent comporter les différentes pièces et registres qui doivent être tenues par le titulaire de l'autorisation visée à l'article 3 du présent arrêté.

L'article 5, § 3, du présent arrêté indique les mentions supplémentaires relatives à l'autorisation d'entrepôt T.V.A. qui doivent être inscrites sur les factures du vendeur (alinéas 1^{er} et 2) ou du prestataire de services (alinéa 3), en sus des mentions prévues à l'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 1, du 29 décembre 1992, relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée et l'indication de l'application du régime cocontractant visé à l'article 51, § 2, 3°, du Code.

Il s'agit tout d'abord du nom, de l'adresse et du numéro d'identification à la T.V.A. visé à l'article 50 du Code du titulaire de l'autorisation ainsi que le numéro de l'autorisation d'entrepôt T.V.A. dans lequel les biens seront déposés. Ceci n'est possible dans le chef du fournisseur de biens ou du prestataire de services que si celui-ci dispose de ces informations. Par conséquent, compte tenu du fait que cet assujéti n'est pas en relation contractuelle avec l'entreposeur qui dispose de l'autorisation, ces informations devront être communiquées par l'entreposeur au propriétaire des biens et, par la suite, par ce dernier au fournisseur ou prestataire de services.

- de verkoper of de dienstverrichter die een in artikel 39^{quater}, § 1, van het Wetboek bedoelde handeling verricht, die geen schuldenaar is van de over die handeling opeisbare belasting, maar die moet kunnen aantonen dat zijn medecontractant schuldenaar van die belasting is geworden;

- de entrepouhouder van de onder de regeling btw-entrepot geplaatste goederen die op grond van artikel 51^{bis}, § 3, van het Wetboek hoofdelijk gehouden is tot de betaling van de belasting aan de Staat met de persoon die er de schuldenaar van is.

Die verplichtingen moeten het de administratie mogelijk maken de juiste toepassing van de regeling na te gaan. De onder die regeling geplaatste goederen moeten fiscaal kunnen worden gevolgd, inzonderheid wat betreft hun onttrekking aan de regeling, hun bestemming en de vaststelling van eventuele tekorten.

Artikel 5, § 1, van dit besluit somt de verplichtingen in hoofde van de houder van de in artikel 3 van dit besluit bedoelde vergunning op:

- de verplichting voor de houder van de vergunning om de identiteit te kennen van de persoon die goederen onder de regeling btw-entrepot plaatst en van de persoon die goederen aan die regeling onttrekt (mededeling door die persoon aan de houder van de vergunning van zijn gewoon btw-identificatienummer of zijn globaal btw-identificatienummer);

- het opstellen van een opslagdocument op het tijdstip waarop de goederen in het btw-entrepot worden geplaatst, dat document overhandigen aan de persoon die de goederen onder de regeling btw-entrepot plaatst en het bijhouden van een dubbel ervan (dat wordt gevoegd bij de dubbels van de facturen en van de andere documenten die moeten worden opgesteld naar aanleiding van de handeling die leidt tot het plaatsen van de goederen onder de regeling btw-entrepot);

- het houden, voor elke opslagplaats, van een register van die opslagdocumenten;

- het opstellen van een uitslagdocument op het tijdstip waarop de goederen uit het btw-entrepot worden uitgeslagen, dat document overhandigen aan de persoon die de goederen aan de regeling btw-entrepot onttrekt en het bijhouden van een dubbel ervan;

- het houden, voor elke opslagplaats, van een register van die uitslagdocumenten;

- het bijhouden van dubbels van facturen en andere documenten die moeten worden opgesteld ter gelegenheid van de handeling die leidt tot het plaatsen van de goederen onder de regeling btw-entrepot (punten *a*) tot en met *e*), van artikel 5, § 1, 6°, van dit besluit), dan wel tot de onttrekking van de goederen aan de regeling (punten *f*) tot en met *h*), van artikel 5, § 1, 6°, van dit besluit);

- het opstellen en bewaren van voorraadfiches die samen met de twee voormelde registers een doeltreffende voorraadadministratie mogelijk maakt;

Wat meer specifiek de opslag- en uitslagdocumenten betreft, werd de in circulaire 14/2003 opgenomen voorwaarde dat die documenten door de vergunninghouder moeten worden ondertekend, opgeheven. Die voorwaarde is achterhaald gezien de toenemende digitalisering van het opstellen van die documenten. Anderzijds wordt dergelijke voorwaarde voor vergelijkbare documenten nergens anders in de btw-regelgeving opgelegd (zie bijvoorbeeld facturen).

Artikel 5, § 2, van dit besluit somt de gegevens op die moeten worden vermeld op de verschillende stukken en in de registers die moeten worden gehouden door de houder van de in artikel 3 van dit besluit bedoelde vergunning.

Artikel 5, § 3, van dit besluit vermeldt de bijkomende gegevens betreffende de vergunning btw-entrepot die op de facturen van de verkoper (eerste en tweede lid) of de dienstverrichter (derde lid) moeten worden vermeld, naast de gegevens bedoeld in artikel 5, § 1, van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde en vermelding van de toepassing van de regeling medecontractant bedoeld in artikel 51, § 2, 3°, van het Wetboek.

Het betreft vooreerst de naam, het adres en het in artikel 50 van het Wetboek bedoelde btw-identificatienummer van de vergunninghouder, evenals het nummer van de vergunning btw-entrepot waar de goederen zullen worden opgeslagen. Dit is alleen mogelijk voor de leverancier van de goederen of dienstverrichter als hij over die informatie beschikt. Aangezien die belastingplichtige geen contractuele relatie heeft met de entrepouhouder die over de vergunning beschikt, moet deze informatie dus door de entrepouhouder worden meegedeeld aan de eigenaar van de goederen en vervolgens door deze laatste aan de leverancier of dienstverlener.

Cette double communication nécessaire remplace les obligations prévues aux points 142 et 143 de la circulaire 14/2003 qui prévoient d'une part, que le propriétaire des biens fournisse à son fournisseur ou prestataire de services une copie du document de placement (ce qui n'est pas toujours possible au moment de l'opération) et d'autre part, que l'entreposeur fournisse à ce fournisseur ou au prestataire de services une copie de son autorisation.

Ces formalités particulièrement lourdes sont remplacées par la communication, dans la chaîne transactionnelle, des données relatives à l'entreposeur et à l'autorisation d'entrepôt T.V.A.. Le fournisseur ou le prestataire qui pourra justifier de la connaissance de ces éléments (pour autant qu'ils concernent l'opération en cause) sera alors déchargé de sa responsabilité dans l'hypothèse où toutes les formalités relatives à l'application du régime de l'entrepôt T.V.A. ne seraient pas remplies par la suite par son client ou par l'entreposeur. Dans cette hypothèse, en effet, la régularisation de la taxe due s'opère dans le chef du propriétaire des biens (voir article 2, alinéa 2, du présent arrêté).

La seconde mention supplémentaire qui doit apparaître sur les factures du fournisseur ou du prestataire de services est l'indication, en lieu et place des taux et du montant de la taxe due, de la mention "Régime de l'entrepôt T.V.A. – Article 39quater, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° (ou 2° en cas de livraison avec maintien du régime, ou 3°, lorsqu'il s'agit de prestations de services réalisées sous ce régime), du Code – T.V.A. exigibles dans le chef du cocontractant – article 51, § 2, alinéa 1^{er}, 3°, du Code".

L'article 6, alinéa 1^{er}, du présent arrêté précise que si l'autorisation qui a été accordée en vertu de l'article 3 du présent arrêté a été obtenue par suite d'une déclaration inexacte ou si les conditions auxquelles l'exemption est subordonnée ne sont pas respectées, l'administration en charge de la taxe sur la valeur ajoutée qui a délivré cette autorisation (l'Administration générale des Douanes et Accises ou l'Administration générale de la Fiscalité, selon l'hypothèse) peut retirer l'autorisation au travers d'une décision formelle.

L'alinéa 2 de cette disposition prévoit que cette autorisation peut également être retirée en cas d'abus ou de tentative d'abus constaté par l'administration en charge de la taxe sur la valeur ajoutée ou en cas d'entrave aux missions de contrôle des agents de cette administration. De telles constatations pouvant entraîner le retrait de l'autorisation doivent en principe être reprises dans un procès-verbal établis par un agent de l'administration conformément à l'article 59, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, du Code.

S'agissant d'une sanction qui dépend directement du comportement (infractionnel présumé) de la personne concernée, le droit d'être entendu lui est applicable dans la présente situation, en vertu du principe de bonne administration tel que développé en l'espèce dans la jurisprudence constante du Conseil d'État en matière de sanctions individuelles. Le fait que ce droit ne soit pas ancré spécifiquement dans le présent projet ne remet pas en cause ce droit. Il est renvoyé sur ce point au point 8 de l'avis 75.028/3 précité du Conseil d'État.

Le titulaire de l'autorisation qui serait retirée peut naturellement introduire un recours administratif contre cette décision, selon les voies habituelles ou même, directement, introduire une action en justice contre cette décision.

Enfin, en vertu de l'article 6, alinéa 3, du présent arrêté, la personne qui se voit retirer cette autorisation peut introduire une nouvelle demande d'autorisation. La procédure à suivre est alors celle qui est prévue à l'article 3 du présent arrêté. Dans ce cas, la personne concernée doit apporter à l'administration toutes les garanties qu'elle observera bien à l'avenir les prescriptions de ce régime.

Conformément au point 9 de l'avis 75.028/3 précité du Conseil d'État, le délai d'attente d'un an prévu initialement dans le premier projet soumis pour avis est abandonné car considéré comme trop long et particulièrement pénalisant pour les titulaires de telles autorisations qui se voient dans l'impossibilité d'exercer pendant cette période leur activité économique. Dans ce contexte, comme le suggère le Conseil d'État, l'article 6, alinéa 3, du projet prévoit une sorte de suspension de l'autorisation préalablement accordée. Cette suspension prend cours à la date d'effet du retrait de l'autorisation préalable jusqu'au terme de l'examen par l'administration compétente de la nouvelle demande d'autorisation. Pendant cette période d'examen, qui, comme le reconnaît le Conseil d'État, peut varier en fonction des circonstances, l'administration procèdera aux vérifications nécessaires quant au bien-fondé de cette demande et aux garanties qu'offre le demandeur qu'il respectera les conditions d'application du présent régime.

Deze verplichte dubbele mededeling vervangt de verplichtingen opgenomen in de punten 142 en 143 van circulaire 14/2003, die enerzijds erin voorzien dat de eigenaar van de goederen zijn leverancier of dienstverlener een dubbel van het opslagdocument moet verstrekken (wat niet altijd mogelijk is op het tijdstip van de handeling) en anderzijds erin voorzien dat de entrepothouder die leverancier of dienstverlener een dubbel van zijn vergunning moet verstrekken.

Deze bijzonder omslachtige vormvereisten worden vervangen door de mededeling, in de transactieketen, van gegevens met betrekking tot de entrepothouder en de vergunningen btw-entrepot. De leverancier of dienstverrichter die kan aantonen dat hij op de hoogte is van deze gegevens (voor zover ze betrekking hebben op de betrokken handeling), wordt dan ontheven van zijn aansprakelijkheid als achteraf niet alle vormvereisten met betrekking tot de toepassing van de regeling btw-entrepot worden vervuld door zijn klant of de entrepothouder. In dat geval wordt de verschuldigde belasting voldaan door de eigenaar van de goederen (zie artikel 2, tweede lid, van dit besluit).

De tweede bijkomende vermelding die op de facturen van de leverancier of dienstverrichter moet voorkomen, is de vermelding - die in de plaats komt van de tarieven en het bedrag van de verschuldigde belasting - van de woorden "Regeling btw-entrepot - Artikel 39quater, § 1, eerste lid, 1° (of 2° in het geval van een levering met handhaving van de regeling, of 3°, in het geval van diensten die onder die regeling worden verricht), van het Wetboek - btw opeisbaar in hoofde van de medecontractant - artikel 51, § 2, eerste lid, 3°, van het Wetboek".

Artikel 6, eerste lid, van dit besluit bepaalt dat indien de op grond van artikel 3 van dit besluit uitgereikte vergunning werd verkregen ingevolge een onjuiste verklaring of indien de voorwaarden waarvan de vrijstelling afhangt niet worden nagekomen, de administratie belast met de belasting over de toegevoegde waarde die die vergunning heeft uitgereikt (de Algemene Administratie van Douane en Accijnzen of de Algemene Administratie van de Fiscaliteit, naargelang het geval), de vergunning bij een formele beslissing kan intrekken.

Het tweede lid van die bepaling voorziet erin dat die vergunning ook kan worden ingetrokken in geval van misbruik of poging tot misbruik vastgesteld door de administratie belast met de belasting over de toegevoegde waarde of wanneer controleopdrachten van ambtenaren van die administratie worden belemmerd. Dergelijke vaststellingen, die aanleiding kunnen geven tot de intrekking van de vergunning, moeten in principe worden opgenomen in een proces-verbaal opgesteld door een ambtenaar van de administratie overeenkomstig artikel 59, § 1, eerste en tweede lid, van het Wetboek.

Omdat het een sanctie betreft die rechtstreeks afhankelijk is van het gedrag (vermoedelijke overtreding) van de betrokken persoon, is het recht om gehoord te worden in dit geval op hem van toepassing, overeenkomstig de beginselen van behoorlijk bestuur zoals in casu uiteengezet in de standvastige rechtspraak van de Raad van State inzake individuele sancties. Het feit dat dit recht in dit ontwerp niet specifiek werd verankerd, doet geen afbreuk aan dat recht. Ter zake wordt verwezen naar punt 8 van het voormelde advies 75.028/3 van de Raad van State.

De houder van de gebeurlijk ingetrokken vergunning kan tegen die beslissing uiteraard op de gebruikelijke wijze een administratief beroep instellen of zelfs rechtstreeks een rechtsvordering tegen die beslissing instellen.

Ten slotte kan, krachtens artikel 6, derde lid, van dit besluit, een persoon wiens vergunning werd ingetrokken, een nieuwe vergunningsaanvraag indienen. In dat geval moet de procedure worden toegepast die voorzien is in artikel 3 van dit besluit. De betrokkene moet de administratie dan alle garanties bieden dat hij in de toekomst de voorschriften met betrekking tot deze regeling in acht zal nemen.

Overeenkomstig punt 9 van voormeld advies 75.028/3 van de Raad van State is de wachtermijn van één jaar die aanvankelijk was opgenomen in het eerste ontwerp dat aan de Raad van State voor advies werd voorgelegd, geschrapt. Er werd geoordeeld dat die termijn te lang was en een bijzonder negatieve impact had voor de houders van dergelijke vergunningen, die gedurende die periode hun economische activiteit niet kunnen uitoefenen. In die context voorziet artikel 6, derde lid, van het ontwerp, zoals voorgesteld door de Raad van State, in een soort opschorting van de eerder verleende vergunning. Die schorsing gaat in op de datum waarop de voorafgaande vergunning wordt ingetrokken en loopt totdat de bevoegde administratie het onderzoek van de nieuwe vergunningsaanvraag heeft afgerond. Tijdens die onderzoeksperiode, die, zoals de Raad van State erkent, kan variëren naargelang de omstandigheden, zal de administratie de nodige controles uitvoeren met betrekking tot de gegrondheid van de aanvraag en tot de door de aanvrager geboden garanties dat hij de toepassingsvoorwaarden van deze regeling zal naleven.

Cette période d'examen suspensive garantit de limiter le pouvoir de nuisance de certains opérateurs qui ne respectent pas leurs obligations sur le fonctionnement général de ce régime d'exemption.

Articles 7 à 9 : dispositions finales

L'article 8 du présent arrêté fixe l'entrée en vigueur du présent arrêté au jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*. Initialement, l'entrée en vigueur avait été fixée à la date d'entrée en vigueur de la loi du 23 novembre 2023 portant des dispositions diverses en matière de taxe sur la valeur ajoutée et des règles particulières de recouvrement du Code des impôts sur les revenus 1992 (qui a remplacé l'article 39quater du Code), soit le 11 décembre 2023. Comme l'indique le Conseil d'État au point 8 de son avis 75.028/3 précité, le présent arrêté contient de nombreuses dispositions de nature procédurale, de sorte qu'une entrée en vigueur rétroactive du présent arrêté n'est pas envisageable.

Par contre, il n'apparaît pas démesuré de fixer l'entrée en vigueur du présent arrêté au jour de sa publication au *Moniteur belge* dès lors que les dispositions reprises dans le présent arrêté découlent directement de la pratique administrative actuelle et constante, telle que reprise dans la circulaire 14/2003 précitée, sans modifications majeures.

Il va de soi que les assujettis qui, sur la base de la circulaire 14/2003 ont, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, correctement rempli les obligations documentaires liées à l'application de ce régime, sont dispensés des obligations similaires sur la base du présent arrêté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

21 DECEMBRE 2023. — Arrêté royal n° 54 relatif au régime de l'entrepôt autre que douanier visé à l'article 39quater du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, l'article 39quater, § 7, inséré par la loi du 23 novembre 2023 ;

Vu l'arrêté royal n° 54, du 25 février 1996, relatif au régime de l'entrepôt autre que douanier visé à l'article 39quater du Code de la taxe sur la valeur ajoutée ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 novembre 2023 ;

Vu l'accord de la Secrétaire d'État au Budget, donné le 1^{er} décembre 2023 ;

Vu l'urgence motivée par le fait que :

- le présent arrêté royal qui remplace l'arrêté royal n° 54, du 25 février 1996, relatif au régime de l'entrepôt autre que douanier visé à l'article 39quater du Code de la taxe sur la valeur ajoutée trouve son fondement juridique dans l'article 39quater du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, tel que remplacé par la loi du 23 novembre 2023 portant des dispositions diverses en matière de taxe sur la valeur ajoutée et des règles particulières de recouvrement du Code des impôts sur les revenus 1992 ;

- la loi du 23 novembre 2023 précitée est entrée en vigueur le dixième jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*, soit le 11 décembre 2023, en ce qui concerne le remplacement de l'article 39quater, du même Code ;

- le parcours législatif de la loi du 23 novembre 2023 précitée a connu certains retards inattendus, empêchant que le présent projet d'arrêté royal puisse être soumis pour avis dans les trente jours à la section de législation du Conseil d'État, tout en garantissant sa publication au *Moniteur belge* avant l'entrée en vigueur de l'article 39quater, nouveau, du même Code ;

Deze opschortende beoordelingstermijn zorgt ervoor dat de overlast die bepaalde operatoren veroorzaken door hun verplichtingen met betrekking tot de algemene werking van deze vrijstellingsregeling niet na te komen, wordt beperkt.

Artikelen 7 tot en met 9: slotbepalingen

Artikel 8 van dit besluit legt de inwerkingtreding van dit besluit vast op de dag van de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*. De datum van inwerkingtreding werd oorspronkelijk vastgelegd op de datum van inwerkingtreding van de wet van 23 november houdende diverse bepalingen inzake belasting over de toegevoegde waarde en houdende bijzondere invorderingsregels van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (die artikel 39quater van het Wetboek heeft vervangen), namelijk 11 december 2023. Zoals aangegeven door de Raad van State in punt 8 van zijn voormeld advies 75.028/3, bevat dit besluit talrijke bepalingen van procedurele aard, zodat een inwerkingtreding met terugwerkende kracht van dit besluit niet mogelijk is.

Anderzijds lijkt het niet onredelijk om de inwerkingtreding van dit besluit vast te stellen op de datum van de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*, aangezien de bepalingen van dit besluit rechtstreeks voortvloeien uit de huidige en vaste administratieve praktijk, zoals uiteengezet in de voormelde circulaire 14/2003, zonder dat er belangrijke wijzigingen zijn aangebracht.

Het spreekt vanzelf dat belastingplichtigen die, op basis van circulaire 14/2003, correct aan die documentaire verplichtingen in verband met de toepassing van deze regeling hebben voldaan vóór de inwerkingtreding van dit besluit, zijn vrijgesteld van de overeenkomstige verplichtingen die krachtens dit besluit gelden.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

21 DECEMBER 2023. — Koninklijk besluit nr. 54 met betrekking tot de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot bedoeld in artikel 39quater van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, artikel 39quater, § 7, ingevoegd bij de wet van 23 november 2023;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 54 van 25 februari 1996 met betrekking tot de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot bedoeld in artikel 39quater van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 22 november 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 1 december 2023;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat:

- dit koninklijk besluit dat het koninklijk besluit nr. 54 van 25 februari 1996 met betrekking tot de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot bedoeld in artikel 39quater van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde vervangt, zijn rechtsgrondslag hoofdzakelijk vindt in dat artikel 39quater van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, zoals vervangen bij de wet van 23 november 2023 houdende diverse bepalingen inzake de belasting over de toegevoegde waarde en houdende bijzondere invorderingsregels van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992;

- de voormelde wet van 23 november 2023 in werking is getreden op de tiende dag na haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, namelijk op 11 december 2023, wat de vervanging van artikel 39quater van hetzelfde Wetboek betreft;

- het wetgevingsproces met betrekking tot de voormelde wet van 23 november 2023 een aantal onverwachte vertragingen heeft opgelopen, waardoor het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit niet binnen een termijn van dertig dagen voor advies aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State kon worden voorgelegd en tegelijk kan worden gegarandeerd dat de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad* vóór de inwerkingtreding van artikel 39quater, nieuw, van hetzelfde Wetboek, kan gebeuren;

- l'article 39^{quater}, nouveau, du même Code, remplacé par la loi du 23 novembre 2023 précitée et ses nécessaires mesures d'exécution prévues dans le présent arrêté doivent être applicables ensemble, sans une trop longue période de latence entre les unes et les autres, sans quoi les droits et obligations des assujettis visés par ces dispositions seraient encadrés de manière incomplète et potentiellement contradictoire sur le plan juridique ;

- par conséquent et pour les motifs invoqués ci-avant, le présent arrêté doit être publié au *Moniteur belge* le plus tôt possible ;

Vu l'avis n° 75.028/3 du Conseil d'État, donné le 12 décembre 2023 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu la décision de l'Autorité de protection des données (référence : CO/A/2023/557 cm) du 18 décembre 2023, renvoyant à l'avis standard n° 65/2023 du 24 mars 2023 relatif à la rédaction des textes normatifs ;

Sur proposition du ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'exemption visée à l'article 39^{quater}, § 1^{er}, du Code est soumise aux modalités d'application de cette exemption visées aux articles 2 à 6.

Art. 2. La taxe due sur les opérations visées à l'article 39^{quater}, § 5, alinéa 3, du Code, devient exigible au moment de la sortie des biens du régime de l'entrepôt autre que douanier au taux qui aurait été applicable à chacune de ces opérations si elles n'avaient pas été exemptées provisoirement.

Le redevable de la taxe en raison des opérations visées à l'article 39^{quater}, § 5, alinéa 3, du Code, acquitte la taxe due de la manière suivante :

1° lorsque l'opération à régulariser est une importation de biens, il dépose à la douane, au plus tard le jeudi de la semaine qui suit celle au cours de laquelle les biens sont sortis de l'entrepôt autre que douanier, une déclaration d'importation rectificative et acquitte la taxe due selon les modalités applicables en matière d'importation ou, s'il est titulaire d'une autorisation de report de paiement de la taxe due à l'importation prévue par l'article 5, § 3, de l'arrêté royal n° 7, du 29 décembre 1992, relatif aux importations de biens pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée, par l'inscription de la taxe due dans la déclaration périodique à la T.V.A. visée à l'article 53, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, du Code, relative à la période durant laquelle la taxe est devenue exigible ;

2° lorsque l'opération à régulariser est une opération autre qu'une importation de biens, il inscrit la taxe due dans la déclaration périodique à la T.V.A. visée à l'article 53, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, du Code, relative à la période au cours de laquelle la taxe est devenue exigible.

Art. 3. § 1^{er}. La demande de l'autorisation visée à l'article 39^{quater}, § 1^{er}, alinéa 4, du Code est introduite par écrit par l'entreposeur à l'adresse indiquée par le ministre des Finances ou son délégué auprès de :

1° l'Administration générale des Douanes et Accises, lorsque les prestations de services ou le placement des biens sous le régime de l'entrepôt autre que douanier concernent des biens importés en Belgique qui sont placés sous ce régime au moment de l'importation ;

2° l'Administration générale de la Fiscalité, lorsque les prestations de services ou le placement des biens sous le régime de l'entrepôt autre que douanier concernent des biens autres que ceux visés au 1°.

§ 2. Lorsque la demande visée au paragraphe 1^{er} est relative au placement des biens sous le régime de l'entrepôt autre que douanier, elle contient les mentions suivantes :

1° le nom, l'adresse et le numéro d'identification à la T.V.A. visé à l'article 50 du Code du demandeur ou, le cas échéant, le numéro global d'identification à la T.V.A. qui lui a été attribué conformément à l'article 55, § 3, alinéa 2, du Code, sous lequel il représente des assujettis non-établis en Belgique qui réalisent des opérations dans le cadre du présent régime ;

2° la qualité du demandeur ;

3° la nature et la description, au moyen du code NC, des biens entreposés ;

4° la description précise de l'endroit où les biens seront entreposés ;

- artikel 39^{quater}, nieuw, van hetzelfde Wetboek vervangen bij voornoemde wet van 23 november 2023 en zijn noodzakelijke uitvoeringsmaatregelen samen van toepassing moeten zijn, zonder een te lang tijdsverloop tussen beide, aangezien anders de rechten en verplichtingen van de belastingplichtigen die onder deze bepalingen vallen vanuit juridisch oogpunt onvolledig en mogelijk tegenstrijdig zouden zijn;

- bijgevolg, om de voormelde redenen, moet dit besluit zo spoedig mogelijk in het *Belgisch Staatsblad* worden gepubliceerd;

Gelet op het advies nr. 75.028/3 van de Raad van State, gegeven op 12 december 2023 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de beslissing van de Gegevensbeschermingsautoriteit (referentie: CO/A/2023/557 cm) van 18 december 2023, waarin wordt verwezen naar het standaardadvies nr. 65/2023 van 24 maart 2023 betreffende de redactie van normatieve teksten;

Op voordracht van de minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De in artikel 39^{quater}, § 1, van het Wetboek bedoelde vrijstelling, is onderworpen aan de in de artikelen 2 tot en met 6 bepaalde nadere regels met betrekking tot de toepassing van deze vrijstelling.

Art. 2. De over de in artikel 39^{quater}, § 5, derde lid, van het Wetboek bedoelde handelingen verschuldigde belasting wordt opeisbaar op het tijdstip dat de goederen aan de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot worden onttrokken tegen het tarief dat van toepassing zou zijn geweest op elk van die handelingen indien zij niet voorlopig waren vrijgesteld.

De schuldenaar van de belasting ingevolge de in artikel 39^{quater}, § 5, derde lid, van het Wetboek bedoelde handelingen, voldoet de verschuldigde belasting op de volgende wijze:

1° wanneer de te regulariseren handeling een invoer van goederen is, dient hij uiterlijk de donderdag van de week volgend op die waarin de goederen aan het entrepot ander dan douane-entrepot zijn onttrokken, bij de douane een verbeterende invoeraangifte in en voldoet hij de verschuldigde belasting volgens de gebruikelijke modaliteiten bij invoer of, indien hij houder is van een in artikel 5, § 3, van het koninklijk besluit nr. 7 van 29 december 1992 met betrekking tot de invoer van goederen voor de toepassing van de belasting over de toegevoegde waarde bedoelde vergunning voor de verlegging van de betaling van de bij invoer verschuldigde belasting, door opname van de verschuldigde belasting in de in artikel 53, § 1, eerste lid, 2°, van het Wetboek bedoelde periodieke btw-aangifte met betrekking tot het tijdvak waarin de btw opeisbaar wordt;

2° wanneer de te regulariseren handeling een andere handeling is dan een invoer van goederen, neemt hij de verschuldigde belasting op in de in artikel 53, § 1, eerste lid, 2°, van het Wetboek bedoelde periodieke btw-aangifte met betrekking tot het tijdvak waarin de btw opeisbaar wordt.

Art. 3. § 1. De aanvraag van de in artikel 39^{quater}, § 1, vierde lid, van het Wetboek bedoelde vergunning wordt schriftelijk ingediend door de entropothouder op het door de minister van Financiën of zijn gemachtigde aangeduide adres bij:

1° de Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen, wanneer de diensten of de plaatsing van de goederen onder de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot betrekking hebben op in België ingevoerde goederen die op het tijdstip van de invoer onder die regeling worden geplaatst;

2° de Algemene Administratie van de Fiscaliteit, wanneer de diensten of de plaatsing van de goederen onder de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot betrekking hebben op andere dan onder 1° bedoelde goederen.

§ 2. Wanneer de in paragraaf 1 bedoelde aanvraag betrekking heeft op de plaatsing van goederen onder de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot, bevat ze de volgende vermeldingen:

1° de naam, het adres en het in artikel 50 van het Wetboek bedoelde btw-identificatienummer van de aanvrager of, in voorkomend geval, het overeenkomstig artikel 55, § 3, tweede lid, van het Wetboek toegekende globale btw-identificatienummer, waaronder hij niet in België gevestigde belastingplichtigen vertegenwoordigt die handelingen verrichten in het kader van deze btw-regeling;

2° de hoedanigheid van de aanvrager;

3° de aard van de opgeslagen goederen en een omschrijving ervan op basis van de GN-code;

4° de nauwkeurige omschrijving van de plaats waar de goederen zullen worden opgeslagen;

5° le cas échéant, l'identification de l'entrepôt douanier dans lequel les biens seront entreposés ainsi que l'identification du titulaire de l'autorisation de cet entrepôt douanier.

L'autorisation visée à l'alinéa 1^{er} est accordée pour une durée indéterminée, sauf si une clause du titre d'autorisation en dispose autrement.

§ 3. En cas de prestations de services effectuées sur des biens avant qu'ils ne soient placés sous le régime de l'entrepôt autre que douanier, la demande d'autorisation visée au paragraphe 1^{er} contient les mentions suivantes :

1° le numéro de l'autorisation visée au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, de l'entrepôt dans lequel les biens seront placés après que les prestations de services auront été effectuées ainsi que la description précise de l'endroit où ils seront entreposés ;

2° la description des prestations de services à effectuer ;

3° le nom, l'adresse et le numéro d'identification à la T.V.A. visé à l'article 50 du Code de la personne qui effectuera ces prestations de services ;

4° la durée des prestations de services et la date prévue de leur achèvement ;

5° le code NC des biens dans l'état où ils se trouveront après l'exécution des prestations de services.

L'autorisation visée à l'alinéa 1^{er} est valable pour la durée des prestations de services effectuées.

La demande d'autorisation visée à l'alinéa 1^{er} peut être combinée avec la demande d'autorisation visée au paragraphe 2, alinéa 1^{er}.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, en ce qui concerne les biens réputés être sous le régime de l'entrepôt autre que douanier conformément à l'article 39quater, § 4, du Code, l'autorisation d'entrepôt fiscal délivrée par l'Administration générale des Douanes et Accises à l'entrepositaire agréé vaut autorisation d'entrepôt autre que douanier au sens des paragraphes 2 et 3.

Art. 4. En cas de sortie des biens dans les circonstances visées à l'article 39quater, § 5, alinéa 3, du Code ou lorsque les biens sont exportés par le propriétaire en dehors de toute transaction commerciale, ce dernier établit un document particulier qui contient les mentions suivantes :

1° le nom, l'adresse et le numéro d'identification à la T.V.A. visé à l'article 50 du Code ou, le cas échéant, le numéro fiscal national du propriétaire des biens ou, le cas échéant, le numéro global d'identification à la T.V.A. attribué à la personne préalablement agréée qui représente le propriétaire des biens conformément à l'article 55, § 3, alinéa 2, du Code ;

2° le nom, l'adresse et le numéro d'identification à la T.V.A. visé à l'article 50 du Code du titulaire de l'autorisation visée à l'article 3 ;

3° le numéro de l'autorisation de l'entrepôt duquel les biens sont sortis ;

4° si les biens sont transférés vers un autre entrepôt autre que douanier situé en Belgique et que le placement dans cet entrepôt est autorisé, le numéro de l'autorisation de l'entrepôt visée à l'article 3 dans lequel les biens seront déposés ;

5° une description de la nature, de la quantité et de la valeur des biens.

En cas de placement des biens sous le régime de l'entrepôt autre que douanier à l'occasion d'un transfert interne de biens en Belgique, indépendamment de toute transaction commerciale, le propriétaire des biens établit un document particulier qui contient les mentions suivantes :

1° le nom, l'adresse et le numéro d'identification à la T.V.A. visé à l'article 50 du Code ou, le cas échéant, le numéro fiscal du propriétaire des biens ou, le cas échéant, le numéro global d'identification à la T.V.A. attribué à la personne préalablement agréée qui représente le propriétaire des biens conformément à l'article 55, § 3, alinéa 2, du Code ;

2° le nom, l'adresse et le numéro d'identification à la T.V.A. visé à l'article 50 du Code du titulaire de l'autorisation visée à l'article 3 ;

3° le numéro de l'autorisation de l'entrepôt dans lequel les biens sont placés ;

4° une description de la nature, de la quantité et de la valeur des biens.

5° in voorkomend geval, de identificatie van het douane-entrepot waarin de goederen zullen worden opgeslagen, alsmede de identiteit van de houder van de vergunning van dit douane-entrepot.

De in het eerste lid bedoelde vergunning wordt voor onbepaalde duur verleend, behoudens andersluidend beding in de titel van de vergunning.

§ 3. Voor het verrichten van diensten aan goederen vooraleer ze worden geplaatst onder de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot, bevat de in paragraaf 1 bedoelde aanvraag van de vergunning de volgende vermeldingen:

1° het nummer van de in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde vergunning van het entrepot waarin de goederen zullen worden opgeslagen na het verrichten van diensten alsook een nauwkeurige omschrijving van de plaats waar die goederen zullen worden opgeslagen;

2° de omschrijving van de te verrichten diensten;

3° de naam, het adres en het in artikel 50 van het Wetboek bedoelde btw-identificatienummer van de persoon die die diensten zal verrichten;

4° de duur en de voorziene einddatum van de diensten;

5° de GN-code van de goederen in de staat waarin ze zich zullen bevinden na de uitvoering van de diensten.

De in het eerste lid bedoelde vergunning is geldig voor de duur van de verrichte diensten.

De aanvraag van de in het eerste lid bedoelde vergunning kan worden gecombineerd met de aanvraag van de in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde vergunning.

§ 4. In afwijking van paragraaf 1 geldt voor de goederen die overeenkomstig artikel 39quater, § 4, van het Wetboek geacht worden zich onder de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot te bevinden, de vergunning inzake belastingentrepot uitgereikt door de Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen aan de erkende entrepouhouder als vergunning inzake ander entrepot dan douane-entrepot in de zin van paragrafen 2 en 3.

Art. 4. Wanneer de goederen worden uitgeslagen in de in artikel 39quater, § 5, derde lid, van het Wetboek bedoelde omstandigheden of wanneer goederen door de eigenaar worden uitgevoerd los van enige handelstransactie, stelt die laatste een bijzonder stuk op dat de volgende vermeldingen bevat:

1° de naam, het adres en het in artikel 50 van het Wetboek bedoelde btw-identificatienummer of, in voorkomend geval, het nationaal fiscaal nummer van de eigenaar van de goederen of, in voorkomend geval, het globale btw-identificatienummer toegekend aan de vooraf erkende persoon die overeenkomstig artikel 55, § 3, tweede lid, van het Wetboek de eigenaar van de goederen vertegenwoordigt;

2° de naam, het adres en het in artikel 50 van het Wetboek bedoelde btw-identificatienummer van de houder van de in artikel 3 bedoelde vergunning;

3° het nummer van de vergunning van het entrepot waaruit de goederen worden uitgeslagen;

4° indien de goederen worden overgebracht naar een ander in België gelegen ander entrepot dan douane-entrepot en de plaatsing in dat entrepot toegelaten is, het nummer van de in artikel 3 bedoelde vergunning van het entrepot waarin de goederen worden geplaatst;

5° een omschrijving van de aard, de hoeveelheid en de waarde van de goederen.

Wanneer de goederen worden geplaatst onder de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot ingevolge een binnenlandse overbrenging van goederen in België, los van enige handelstransactie, stelt de eigenaar van de goederen een bijzonder stuk op dat de volgende vermeldingen bevat:

1° de naam, het adres en het in artikel 50 van het Wetboek bedoelde btw-identificatienummer of desgevallend het nationaal fiscaal nummer van de eigenaar van de goederen of, in voorkomend geval, het globale btw-identificatienummer toegekend aan de vooraf erkende persoon die overeenkomstig artikel 55, § 3, tweede lid, van het Wetboek de eigenaar van de goederen vertegenwoordigt;

2° de naam, het adres en het in artikel 50 van het Wetboek bedoelde btw-identificatienummer van de houder van de in artikel 3 bedoelde vergunning;

3° het nummer van de vergunning van het entrepot waarin de goederen worden opgeslagen;

4° een omschrijving van de aard, de hoeveelheid en de waarde van de goederen.

Art. 5. § 1^{er}. Le titulaire de l'autorisation visée à l'article 3 remplit les obligations suivantes :

1° connaître les données d'identification de la personne qui place les biens sous le régime de l'entrepôt autre que douanier et de celle qui sort ces biens dudit régime ;

2° établir un document de placement au moment où les biens sont déposés dans l'entrepôt, le délivrer à la personne qui place les biens sous le régime de l'entrepôt autre que douanier et en conserver un double qu'il joint au double des documents visés au 6°, a) à e) ;

3° conserver, par lieu d'entreposage, un registre des documents de placement visés au 2° dans lequel sont inscrits, sans délai et par ordre chronologique, les documents de placement des biens et, le cas échéant, un registre centralisateur de ces registres de placement ;

4° établir un document de sortie au moment où les biens sont retirés de l'entrepôt, le délivrer à la personne qui fait sortir les biens du régime de l'entrepôt autre que douanier et en conserver un double qu'il joint au double des documents visés au 6°, f) à h) ;

5° conserver, par lieu d'entreposage, un registre des documents de sortie visés sous le 4° dans lequel sont inscrits, sans délai et par ordre chronologique, les documents de sortie des biens et, le cas échéant, un registre centralisateur de ces registres de sortie ;

6° conserver un double :

a) du document d'importation lorsque le placement a lieu à l'occasion d'une importation en Belgique ;

b) de la facture reçue par l'acquéreur ou du document établi par celui-ci conformément à l'article 9, § 3, de l'arrêté royal n° 1, du 29 décembre 1992, relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée lorsque le placement a lieu à l'occasion d'une livraison au départ d'un autre État membre ;

c) du document de transfert établi conformément aux dispositions légales applicables dans l'État membre à partir duquel les biens sont expédiés ou transportés ou du document établi conformément à l'article 9, § 3, de l'arrêté royal n° 1, du 29 décembre 1992, relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, lorsque le placement a lieu à l'occasion d'un transfert de biens au départ d'un autre État membre ;

d) de la facture du fournisseur lorsque le placement a lieu à l'occasion d'une livraison de biens en Belgique ;

e) du document particulier visé à l'article 4, alinéa 2, lorsque le placement, indépendamment de toute transaction commerciale, a lieu à l'occasion d'un transfert interne de biens en Belgique ;

f) de la facture du fournisseur lorsque les biens sont sortis de l'entrepôt à l'occasion d'une livraison de biens ;

g) du document visé à l'article 2 de l'arrêté royal n° 1, du 29 décembre 1992, relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, lorsque les biens sont sortis de l'entrepôt indépendamment de toute transaction commerciale et font l'objet d'une livraison de biens exemptée conformément à l'article 39bis, alinéa 1^{er}, 4°, du Code ;

h) du document particulier visé à l'article 4, alinéa 1^{er}, lorsque les biens sont sortis de l'entrepôt indépendamment de toute transaction commerciale ;

7° établir et compléter sans délai et par ordre chronologique des fiches de stocks relatives aux placements et sorties des biens de l'entrepôt au moment du placement, de la sortie ou du traitement de ces biens et conserver ces fiches de stocks.

§ 2. Le document de placement visé au paragraphe 1^{er}, 2°, porte les mentions suivantes :

1° la date du placement des biens ;

2° le nom, l'adresse et le numéro d'identification à la T.V.A. visé à l'article 50 du Code du titulaire de l'autorisation ;

3° le numéro de l'autorisation relative au placement des biens dans l'entrepôt visée à l'article 3 ;

4° le lieu de l'entrepôt autre que douanier ;

5° le numéro d'ordre sous lequel le document de placement est inscrit dans le registre des documents de placement visé au paragraphe 1^{er}, 3° ;

Art. 5. § 1. De houder van de in artikel 3 bedoelde vergunning leeft de volgende verplichtingen na:

1° de identificatiegegevens kennen van de persoon die de goederen onder de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot plaatst en van de persoon die die goederen aan die regeling onttrekt;

2° een opslagdocument opstellen op het tijdstip dat de goederen in het entrepot worden geplaatst, dit document overhandigen aan de persoon die de goederen onder de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot plaatst en een dubbel ervan bewaren dat hij bij de in de bepaling onder 6°, a) tot en met e), bedoelde dubbels voegt;

3° voor elke opslagplaats een register houden van de in de bepaling onder 2° bedoelde opslagdocumenten waarin de opslagdocumenten van de goederen onverwijld en in chronologische volgorde worden ingeschreven en, in voorkomend geval, een centralisatieopgave van die registers;

4° een uitslagdocument opstellen op het tijdstip dat de goederen uit het entrepot worden uitgeslagen, dit document overhandigen aan de persoon die de goederen aan de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot onttrekt en een dubbel ervan bewaren dat hij bij de in de bepaling onder 6°, f) tot en met h), bedoelde dubbels voegt;

5° voor elke opslagplaats een register houden van de in de bepaling onder 4° bedoelde uitslagdocumenten waarin de uitslagdocumenten van de goederen onverwijld en in chronologische volgorde worden ingeschreven en, in voorkomend geval, een centralisatieopgave van die registers;

6° een dubbel bewaren van:

a) het invoerdocument wanneer de opslag plaatsvindt ingevolge een invoer in België;

b) de factuur die de koper heeft ontvangen of het stuk dat hijzelf heeft opgesteld overeenkomstig artikel 9, § 3, van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde wanneer de opslag plaatsvindt ingevolge een levering vanuit een andere lidstaat;

c) het transfertdocument opgesteld overeenkomstig de wettelijke bepalingen die van kracht zijn in de lidstaat van waaruit de goederen zijn verzonden of vervoerd of het stuk dat overeenkomstig artikel 9, § 3, van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde is opgesteld, wanneer de opslag plaatsvindt ingevolge een overbrenging van goederen vanuit een andere lidstaat;

d) de factuur van de leverancier wanneer de opslag plaatsvindt ingevolge een levering van goederen in België;

e) het in artikel 4, tweede lid, bedoelde bijzonder stuk wanneer de opslag plaatsvindt, los van enige handelstransactie, ingevolge een binnenlandse overbrenging van goederen in België;

f) de factuur van de leverancier wanneer de goederen ingevolge een levering van goederen uit het entrepot worden uitgeslagen;

g) het in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde bedoeld stuk wanneer de goederen los van enige handelstransactie uit het entrepot uitgeslagen worden en het voorwerp uitmaken van een overeenkomstig artikel 39bis, eerste lid, 4°, van het Wetboek vrijgestelde levering van goederen;

h) het in artikel 4, eerste lid, bedoelde bijzonder stuk wanneer de goederen, los van enige handelstransactie, uit het entrepot uitgeslagen worden;

7° onverwijld en in chronologische volgorde voorraadfiches opstellen en invullen met betrekking tot de goederen die in het entrepot worden opgeslagen en uit het entrepot worden uitgeslagen op het tijdstip van de opslag, de uitslag of de behandeling van die goederen en die voorraadfiches bewaren.

§ 2. Het in paragraaf 1, 2°, bedoelde opslagdocument bevat de volgende vermeldingen:

1° de datum van opslag van de goederen;

2° de naam, het adres en het in artikel 50 van het Wetboek bedoelde btw-identificatienummer van de houder van de vergunning;

3° het nummer van de in artikel 3 bedoelde vergunning met betrekking tot de plaatsing van goederen in het entrepot;

4° de plaats van het ander entrepot dan douane-entrepot;

5° het volgnummer waaronder het opslagdocument in het in paragraaf 1, 3° bedoelde register van opslagdocumenten wordt ingeschreven;

6° le nom, l'adresse et le numéro d'identification à la T.V.A. visé à l'article 50 du Code ou, le cas échéant, le numéro fiscal national de la personne qui place les biens sous le régime de l'entrepôt autre que douanier ou, le cas échéant, le numéro global d'identification à la T.V.A. attribué à la personne préalablement agréée qui représente cette personne conformément à l'article 55, § 3, alinéa 2, du Code ;

7° une description précise de la nature et de la quantité des biens dans l'état dans lequel ils se trouvent au moment du dépôt ;

8° le cas échéant, le numéro de l'autorisation visée à l'article 3, § 3, sous laquelle les prestations de services ont été effectuées aux biens avant leur placement dans l'entrepôt.

Le registre des documents de placement visé au paragraphe 1^{er}, 3°, comprend les données suivantes :

1° un numéro d'ordre par opération entraînant le placement des biens sous le régime de l'entrepôt autre que douanier ;

2° la date du dépôt des biens ;

3° le numéro d'identification à la T.V.A. visé à l'article 50 du Code ou, le cas échéant, le numéro fiscal national de la personne qui place les biens sous le régime de l'entrepôt autre que douanier ou, le cas échéant, le numéro global d'identification à la T.V.A. attribué à la personne préalablement agréée qui représente cette personne conformément à l'article 55, § 3, alinéa 2, du Code ;

4° une référence au document ou à la facture visés au paragraphe 1^{er}, 6°, a) à e), établis lors de l'opération précédant le placement des biens sous le régime de l'entrepôt autre que douanier ;

5° le numéro d'ordre de la (des) fiche(s) de stock des biens concernés visée(s) au paragraphe 1^{er}, 7°.

Le document de sortie visé au paragraphe 1^{er}, 4°, porte les mentions suivantes :

1° la date de sortie des biens ;

2° le nom, l'adresse et le numéro d'identification à la T.V.A. visé à l'article 50 du Code du titulaire de l'autorisation ;

3° le numéro de l'autorisation visée à l'article 3 ;

4° le lieu de l'entrepôt autre que douanier ;

5° le numéro d'ordre sous lequel le document de sortie est inscrit dans le registre des documents de sortie visé au paragraphe 1^{er}, 5° ;

6° le nom, l'adresse et le numéro d'identification à la T.V.A. visé à l'article 50 du Code ou, le cas échéant, le numéro fiscal national de la personne qui sort les biens du régime de l'entrepôt autre que douanier ou, le cas échéant, le numéro global d'identification à la T.V.A. attribué à la personne préalablement agréée qui représente cette personne conformément à l'article 55, § 3, alinéa 2, du Code ;

7° une description précise de la nature et de la quantité des biens ;

8° si les biens sont transportés à destination d'un autre entrepôt autre que douanier situé en Belgique où le placement de ces biens est autorisé sous le régime de l'entrepôt autre que douanier, les données visées aux 2° à 4° relatives à cet entrepôt ;

9° si la sortie concerne des produits soumis à accise et qu'un document d'accompagnement en matière d'accise a été établi à l'occasion de la sortie, une référence à ce document d'accompagnement en matière d'accise.

Le registre des documents de sortie visé au paragraphe 1^{er}, 5°, comprend les données suivantes :

1° un numéro d'ordre par sortie ;

2° la date de sortie des biens ;

3° le numéro d'identification à la T.V.A. visé à l'article 50 du Code ou, le cas échéant, le numéro fiscal national de la personne qui sort les biens du régime de l'entrepôt autre que douanier ou, le cas échéant, le numéro global d'identification à la T.V.A. attribué à la personne préalablement agréée qui représente cette personne conformément à l'article 55, § 3, alinéa 2, du Code ;

4° une référence au document ou à la facture visés au paragraphe 1^{er}, 6°, f) à h), établis lors de l'opération qui suit la sortie des biens du régime de l'entrepôt autre que douanier ;

6° de naam, het adres en het in artikel 50 van het Wetboek bedoelde btw-identificatienummer of, in voorkomend geval, het nationale belastingnummer van de persoon die de goederen onder de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot plaatst of, in voorkomend geval, het globale btw-identificatienummer toegekend aan de vooraf erkende persoon die overeenkomstig artikel 55, § 3, tweede lid, van het Wetboek die persoon vertegenwoordigt;

7° een nauwkeurige omschrijving van de aard en de hoeveelheid van de goederen in de staat waarin ze zich bevinden op het tijdstip van de opslag;

8° in voorkomend geval, het nummer van de in artikel 3, § 3, bedoelde vergunning waaronder diensten werden verricht aan de goederen vóór hun opslag in het entrepot.

Het in paragraaf 1, 3°, bedoelde register van de opslagdocumenten bevat de volgende gegevens:

1° een volgnummer per handeling tot plaatsing van de goederen onder de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot;

2° de datum van opslag van de goederen;

3° het in artikel 50 van het Wetboek bedoelde btw-identificatienummer of, in voorkomend geval, het nationale belastingnummer van de persoon die de goederen onder de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot plaatst of, in voorkomend geval, het globale btw-identificatienummer toegekend aan de vooraf erkende persoon die overeenkomstig artikel 55, § 3, tweede lid, van het Wetboek die persoon vertegenwoordigt;

4° een verwijzing naar het in paragraaf 1, 6°, a) tot en met e), bedoelde document of de factuur opgesteld naar aanleiding van de handeling die de plaatsing van de goederen onder de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot voorafgaat;

5° het volgnummer van de in paragraaf 1, 7°, bedoelde voorraadfiche(s) van de betrokken goederen.

Het in paragraaf 1, 4°, bedoelde uitslagdocument bevat de volgende vermeldingen:

1° de datum van uitslag van de goederen;

2° de naam, het adres en het in artikel 50 van het Wetboek bedoelde btw-identificatienummer van de houder van de vergunning;

3° het nummer van de in artikel 3 bedoelde vergunning;

4° de plaats van het entrepot, ander dan douane-entrepot;

5° het volgnummer waaronder het uitslagdocument in het in paragraaf 1, 5°, bedoelde register van uitslagdocumenten wordt ingeschreven;

6° de naam, het adres en het in artikel 50 van het Wetboek bedoelde btw-identificatienummer of, in voorkomend geval, het nationale belastingnummer van de persoon die de goederen uit de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot uitslaat of, in voorkomend geval, het globale btw-identificatienummer toegekend aan de vooraf erkende persoon die overeenkomstig artikel 55, § 3, tweede lid, van het Wetboek die persoon vertegenwoordigt;

7° een nauwkeurige omschrijving van de aard en de hoeveelheid van de goederen;

8° indien de goederen worden vervoerd ter bestemming van een ander in België gelegen ander entrepot dan douane-entrepot waar de opslag van die goederen onder de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot is toegelaten, de in de bepalingen onder 2° tot en met 4° bedoelde gegevens met betrekking tot dat entrepot;

9° indien de uitslag betrekking heeft op accijnsgoederen en ter gelegenheid van de uitslag een accijnsgeleid document werd opge maakt, een verwijzing naar dat accijnsgeleide document.

Het in paragraaf 1, 5°, bedoelde register van de uitslagdocumenten bevat de volgende gegevens:

1° een volgnummer per uitslaghandeling;

2° de datum van uitslag van de goederen;

3° het in artikel 50 van het Wetboek bedoelde btw-identificatienummer of, in voorkomend geval, het nationale belastingnummer van de persoon die de goederen aan de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot onttrekt of, in voorkomend geval, het globale btw-identificatienummer toegekend aan de vooraf erkende persoon die overeenkomstig artikel 55, § 3, tweede lid, van het Wetboek die persoon vertegenwoordigt;

4° een verwijzing naar het in paragraaf 1, 6°, f) tot en met h), bedoelde document of naar de factuur opgesteld naar aanleiding van de handeling die volgt op de onttrekking van de goederen aan de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot;

5° le numéro d'ordre de la (des) fiche(s) de stock des biens concernés visée(s) au paragraphe 1^{er}, 7°.

Les fiches de stocks visés au paragraphe 1^{er}, 7°, comprennent au minimum les données suivantes :

- 1° un numéro d'ordre ;
- 2° le nom, l'adresse et le numéro d'identification à la T.V.A. visé à l'article 50 du Code du titulaire de l'autorisation ;
- 3° le numéro de l'autorisation visée à l'article 3 ;
- 4° le code NC des biens ;
- 5° en cas de placement des biens, les données visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, 7° et 8° ;
- 6° en cas de sortie des biens, les données visées à l'alinéa 3, 1°, 7° et 8° ;
- 7° la description des prestations de services effectuées aux biens en entrepôt ;
- 8° le solde des biens en dépôt.

§ 3. Lorsque le placement de biens sous le régime de l'entrepôt autre que douanier découle d'une livraison à l'intérieur du pays, la facture émise par le fournisseur mentionne, outre les mentions prévues à l'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 1, du 29 décembre 1992, relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, le nom, l'adresse, le numéro d'identification à la T.V.A. visé à l'article 50 du Code du titulaire de l'autorisation et le numéro de l'autorisation de l'entrepôt autre que douanier visée à l'article 3 dans lequel les biens seront déposés et reprend, en lieu et place de l'indication des taux et du montant de la taxe due, la mention : "Régime de l'entrepôt T.V.A. - Article 39^{quater}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du Code - T.V.A. exigible dans le chef du cocontractant - article 51, § 2, alinéa 1^{er}, 3°, du Code".

Lors d'une livraison de biens se trouvant sous le régime de l'entrepôt autre que douanier, avec maintien de ce régime, la facture émise par le fournisseur mentionne, outre les mentions prévues à l'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 1, du 29 décembre 1992, relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, le nom, l'adresse, le numéro d'identification à la T.V.A. visé à l'article 50 du Code du titulaire de l'autorisation et le numéro de l'autorisation de l'entrepôt autre que douanier visée à l'article 3 dans lequel les biens seront déposés et reprend, en lieu et place de l'indication des taux et du montant de la taxe due, la mention : "Régime de l'entrepôt T.V.A. - Article 39^{quater}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, du Code - T.V.A. exigible dans le chef du cocontractant - article 51, § 2, alinéa 1^{er}, 3°, du Code".

Lors de prestations de services exemptées de la taxe sur base de l'article 39^{quater}, § 1^{er}, 3°, du Code, la facture émise par le prestataire de services mentionne, outre les mentions prévues à l'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 1, du 29 décembre 1992, relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, le nom, l'adresse, le numéro d'identification à la T.V.A. visé à l'article 50 du Code du titulaire de l'autorisation et le numéro de l'autorisation de l'entrepôt autre que douanier visée à l'article 3 dans lequel les biens seront déposés et reprend, en lieu et place de l'indication des taux et du montant de la taxe due, la mention : "Régime de l'entrepôt T.V.A. - Article 39^{quater}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, du Code - T.V.A. exigible dans le chef du cocontractant - article 51, § 2, alinéa 1^{er}, 3°, du Code".

Art. 6. Si l'autorisation qui a été délivrée en vertu de l'article 3 a été obtenue par suite d'une déclaration inexacte ou si les conditions auxquelles l'exemption est subordonnée ne sont pas respectées, l'administration en charge de la taxe sur la valeur ajoutée qui a délivré cette autorisation peut retirer l'autorisation.

Cette autorisation peut également être retirée en cas d'abus ou de tentative d'abus constaté par l'administration en charge de la taxe sur la valeur ajoutée ou en cas d'entrave aux missions de contrôle des agents de cette administration.

L'entreposeur à qui l'autorisation délivrée à l'article 3 a été retirée conformément à l'alinéa 1^{er} ou 2 peut introduire une nouvelle demande d'autorisation, selon les modalités visées à l'article 3. L'autorisation retirée conformément à l'alinéa 1^{er} peut être à nouveau accordée par l'administration en charge de la taxe sur la valeur ajoutée au terme de l'examen de cette nouvelle demande d'autorisation.

Art. 7. L'arrêté royal n° 54, du 25 février 1996, relatif au régime de l'entrepôt autre que douanier visé à l'article 39^{quater} du Code de la taxe sur la valeur ajoutée est abrogé.

5° het volgnummer van de in paragraaf 1, 7°, bedoelde voorraadfiche(s) van de betrokken goederen.

De in paragraaf 1, 7°, bedoelde voorraadfiches bevatten minstens de volgende gegevens:

- 1° een volgnummer;
- 2° de naam, het adres en het in artikel 50 van het Wetboek bedoelde btw-identificatienummer van de houder van de vergunning;
- 3° het nummer van de in artikel 3 bedoelde vergunning;
- 4° de GN-code van de goederen;
- 5° ingeval van opslag van de goederen, de in het eerste lid, 1°, 7° en 8°, bedoelde gegevens;
- 6° ingeval van uitslag van de goederen, de in het derde lid, 1°, 7° en 8°, bedoelde gegevens;
- 7° een omschrijving van de in het entrepot aan de goederen verrichte diensten;
- 8° het saldo van de goederen in voorraad.

§ 3. Wanneer de plaatsing van de goederen onder de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot het gevolg is van een levering in het binnenland, vermeldt de door de leverancier uitgereikte factuur naast de in artikel 5, § 1, van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde bedoelde gegevens, de naam, het adres, het in artikel 50 van het Wetboek bedoelde btw-identificatienummer van de vergunninghouder en het nummer van de in artikel 3 bedoelde vergunning entrepot ander dan douane-entrepot waar de goederen zullen worden opgeslagen en bevat, in plaats van de vermelding van de tarieven en het bedrag van de verschuldigde belasting, de vermelding: "Regeling btw-entrepot - Artikel 39^{quater}, § 1, eerste lid, 1°, van het Wetboek - btw opeisbaar in hoofde van de medecontractant - artikel 51, § 2, eerste lid, 3°, van het Wetboek".

Bij een levering van goederen die zich onder de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot bevinden met handhaving van die regeling, vermeldt de door de leverancier uitgereikte factuur, naast de in artikel 5, § 1, van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde bedoelde gegevens, de naam, het adres, het in artikel 50 van het Wetboek bedoelde btw-identificatienummer van de vergunninghouder en het nummer van de in artikel 3 bedoelde vergunning entrepot ander dan douane-entrepot waar de goederen zullen worden opgeslagen en bevat, in plaats van de vermelding van de tarieven en de verschuldigde belasting, de vermelding: "Regeling btw-entrepot - Artikel 39^{quater}, § 1, eerste lid, 2°, van het Wetboek - btw opeisbaar in hoofde van de medecontractant - artikel 51, § 2, eerste lid, 3°, van het Wetboek".

Bij krachtens artikel 39^{quater}, § 1, 3°, van het Wetboek vrijgestelde diensten, vermeldt de door de dienstverrichter uitgereikte factuur, naast de in artikel 5, § 1, van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde bedoelde gegevens, de naam, het adres, het in artikel 50 van het Wetboek bedoelde btw-identificatienummer van de vergunninghouder en het nummer van de in artikel 3 bedoelde vergunning entrepot ander dan douane-entrepot waar de goederen zullen worden opgeslagen en bevat, in plaats van de vermelding van de tarieven en de verschuldigde belasting, de vermelding: "Regeling btw-entrepot - Artikel 39^{quater}, § 1, eerste lid, 3°, van het Wetboek - btw opeisbaar in hoofde van de medecontractant - artikel 51, § 2, eerste lid, 3°, van het Wetboek".

Art. 6. Indien de vergunning die werd uitgereikt op grond van artikel 3, werd verkregen ingevolge een onjuiste verklaring of indien de voorwaarden waarvan de vrijstelling afhangt niet worden nagekomen, kan de administratie belast met de belasting over de toegevoegde waarde die die vergunning heeft uitgereikt, de vergunning intrekken.

Deze vergunning kan eveneens worden ingetrokken wanneer de administratie belast met de belasting over de toegevoegde waarde misbruik of poging tot misbruik vaststelt of wanneer controleopdrachten van ambtenaren van die administratie worden belemmerd.

De entrepouhouder wiens op grond van artikel 3 uitgereikte vergunning overeenkomstig het eerste of tweede lid is ingetrokken, kan een nieuwe vergunningsaanvraag indienen overeenkomstig de in artikel 3 bedoelde modaliteiten. De overeenkomstig het eerste lid ingetrokken vergunning kan, na het afronden van de beoordeling van deze nieuwe vergunningsaanvraag, door de administratie belast met de belasting over de toegevoegde waarde opnieuw worden uitgereikt.

Art. 7. Het koninklijk besluit nr. 54 van 25 februari 1996 met betrekking tot de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot bedoeld in artikel 39^{quater} van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde wordt opgeheven.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

—
Note

Arrêté royal n° 54 relatif au régime de l'entrepôt autre que douanier visé à l'article 39^{quater} du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (1)

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 3 juillet 1969, *Moniteur belge* du 17 juillet 1969 ;

Loi du 23 novembre 2023, *Moniteur belge* du 1^{er} décembre 2023 ;

Arrêté royal n° 1, du 29 décembre 1992, relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, *Moniteur belge* du 31 décembre 1992, éd. 4 ;

Arrêté royal n° 7, du 29 décembre 1992, relatif aux importations de biens pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée, *Moniteur belge* du 31 décembre 1992, éd. 4 ;

Arrêté royal n° 54, du 25 février 1996, relatif au régime de l'entrepôt autre que douanier visé à l'article 39^{quater} du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, *Moniteur belge* du 5 mars 1996 ;

Lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, arrêté royal du 12 janvier 1973, *Moniteur belge* du 21 mars 1973.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 9. De minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 december 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

—
Nota

Koninklijk besluit nr. 54 met betrekking tot de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot bedoeld in artikel 39^{quater} van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde (1)

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad*:

Wet van 3 juli 1969, *Belgisch Staatsblad* van 17 juli 1969;

Wet van 23 november 2023, *Belgisch Staatsblad* van 1 december 2023;

Koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1992, ed. 4;

Koninklijk besluit nr. 7 van 29 december 1992 met betrekking tot de invoer van goederen voor de toepassing van de belasting over de toegevoegde waarde, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1992, ed. 4;

Koninklijk besluit nr. 54 van 25 februari 1996 met betrekking tot de andere regeling van entrepot dan douane-entrepot bedoeld in artikel 39^{quater} van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, *Belgisch Staatsblad* van 5 maart 1996;

Gecoördineerde wetten op de Raad van State, koninklijk besluit van 12 januari 1973, *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2023/48754]

25 DECEMBRE 2023. — Arrêté royal déterminant les modalités de déclaration pour les opérateurs de plateformes visés au titre VII, chapitre III, section I^{quater}, du Code des impôts sur les revenus 1992

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le présent arrêté royal est pris en exécution des dispositions de la loi transposant la directive (UE) 2021/514 du Conseil du 22 mars 2021 modifiant la directive 2011/16 (UE) relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal.

Art. 1^{er}

L'article 1^{er} abroge l'article 53/4 de l'Arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992. Cet article est abrogé étant donné qu'il était pris en exécution de l'article 321^{quater} CIR 92 et que ce dernier a été remplacé par la Loi du 21 décembre 2022 transposant la Directive (UE) 2021/514 du Conseil du 22 mars 2021 modifiant la Directive 2011/16 (UE) relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal.

Art. 2

L'article 2 abroge l'article 53/5 pour les mêmes raisons que celles évoquées à l'article précédent.

Art. 3

L'article 3 insère une nouvelle section relative aux modalités de déclaration pour les opérateurs de plateformes. Cette section est composée des articles 53/4 à 53/6.

L'article 53/4 précise les modalités de déclaration pour les opérateurs de plateformes. Les déclarations peuvent uniquement être introduites par l'intermédiaire de la plateforme électronique mise à disposition par le SPF Finances.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

[C – 2023/48754]

25 DECEMBER 2023. — Koninklijk besluit tot bepaling van de rapportagemodaliteiten voor de platformexploitanten bedoeld in titel VII, hoofdstuk III, afdeling I^{quater}, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit koninklijk besluit wordt genomen ter uitvoering van de bepalingen van de wet tot omzetting van Richtlijn (EU) 2021/514 van de Raad van 22 maart 2021 (EU) tot wijziging van Richtlijn 2011/16 (EU) betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen.

Art. 1

Artikel 1 heft artikel 53/4 van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 op. Dit artikel wordt opgeheven omdat het genomen werd ter uitvoering van artikel 321^{quater} WIB 92 en dat dit artikel vervangen is geworden door de Wet van 21 december 2022 tot omzetting van Richtlijn (EU) 2021/514 van de Raad van 22 maart 2021 tot wijziging van Richtlijn 2011/16 (EU) betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen.

Art. 2

Artikel 2 heft artikel 53/5 op omwille van dezelfde redenen als uiteengezet in het vorige artikel.

Art. 3

Artikel 3 voegt een nieuwe afdeling in betreffende de aangiftemodaliteiten voor de platformexploitanten. Deze afdeling is samengesteld uit de artikelen 53/4 tot 53/6.

Artikel 53/4 verduidelijkt de aangiftemodaliteiten voor de platformexploitanten. De aangiften kunnen enkel worden ingediend door middel van het door de FOD Financiën ter beschikking gesteld elektronisch platform.